

BULLETIN N°21

Juin 2010



arom

amitié - réalité - outre-mer

Éditorial

Vae Victis ! (Malheur aux vaincus !) *Raymond Césaire* 2

Réflexions sur le temps passé et présent

Le millénaire de Hanoi : le temps de la reconnaissance *Olivier Page* 3

Tromelin, îlot perdu au cœur de l'actualité *Bernard Laffite* 8

Le Groupe de la Caisse des dépôts en Guyane *Christophe Loiseau* 10

L'Europe et le développement régional des outre-mers :
une nécessaire rénovation *Georges Bailey* 12

Lu dans la presse

Jean Serjac 14

- Le Figaro, Jeune Afrique juin 2010 : « Du golfe du Mexique au golfe de Guinée : les inquiétudes ».
- L'International Magazine.com : « Après le Sommet Afrique-France de Nice » ● INFOLATAMM : « Le Brésil marque beaucoup de buts... sur le continent africain » ● Le Monde : « Al Qaida au Sahara »

Vu à la télévision

16

- BFM Tv 18 mai : « l'assassinat des moines de Tiberine », en attendant « Des hommes et des Dieux »
- Autour du 18 juin.

Vu au cinéma

17

« Un homme qui crie » de Mahamat-Saleh Haroun, tapis rouge pour l'Afrique au festival de Cannes.

Lu chez le libraire

« Dragon de cœur » : Oliver Page. *Jean de la Guérivière* 18

« Voyage en post colonie » : Stephen Smith *Jean de la Guérivière* 19

« L'Afrique noire est-elle maudite ? » : Moussa Konaté *Jean-Loïc Baudet* 20

« De la case africaine à la villa romaine » : Alain Pierret *Raymond Césaire* 21

« Les ingénieurs des ponts au service de l'Afrique » : Jacques Bourdillon *Serge Jacquemond* 22

Commémorations, colloques, rencontres et expositions

10 mai : commémorations de l'abolition de l'esclavage 23

13 avril : Hommage à La Force Noire 24

70^e anniversaire de la Campagne de France *Général (cr) Gilbert Chavannes* 25

Un souvenir des anciens d'Indochine commémoré à Dinan *Jean Jérusalem* 26

« Bigeard », la mort du dernier Centurion. 26

« La francophonie en Afrique, quel avenir ? » Assemblée Nationale, IFRI, Cinquantenaire 27

Au Musée du Quai Branly, du 22 juin au 3 octobre : « Fleuve Congo : arts d'Afrique centrale » 29

Institutions et associations amies

30

ADSOM, CADE, ARRI, I&M, IdP, ENFOM

Vie de l'association / Les dialogues d'AROM

32

VAE VICTIS ! (Malheur aux vaincus !)

L'échec de la France et de ses protégés africains dans l'aventure médiatiquement disproportionnée qu'a été la coupe du monde de football mérite une analyse sociopolitique sereine... même si elle n'apaise pas le dépit du moment que nous avons pu éprouver.

Aucune autre activité sportive, ni divertissement humain, n'a pu réunir jusqu'ici aussi pacifiquement, en dépit de quelques accidents de parcours, autant de peuples et de nations de toutes races, couleurs et religions que cette coupe du monde de football. Les démocrates que nous sommes devraient s'en féliciter.

Aucun débat national ou international n'a permis à autant de gens de toutes origines et de toutes conditions de se manifester avec autant de spontanéité. Même les philosophes y sont allés de leur jugement, aussi bien sur le jeu, même s'ils n'en connaissent pas parfaitement les règles, que sur les équipes en compétition. Beau dévouement à peu de frais dont on devrait également se réjouir !

Que la France et l'Italie, qui s'étaient quittées en 2006 sur une victoire des transalpins tumultueuse et contestée, se soient trouvées écartées dès le premier tour, semble relever d'une justice immanente, compte tenu du peu de résultats que leurs équipes avaient obtenus depuis. Les voilà remises à leur modeste place dans la géostratégie footballistique mondiale. Et la France a quand même tout lieu de se satisfaire d'avoir été choisie, avant le naufrage de son équipe, pour accueillir, en 2016, le championnat d'Europe.

Même si d'aucuns s'en insurgent, l'irruption du football dans notre vie politique et économique nationale et son poids médiatique ne pouvaient que mobiliser l'énergie de notre omni-président. Souhaitons-lui de trouver la formule magique qui permette de régler un problème sensiblement moins dramatique que celui de nos retraites.

Il y a soixante dix ans, en 1940, au début d'un été aussi chaud, la France avait subi un désastre d'une autre ampleur avec quelque 100 000 tués sur ses champs de bataille. Nous avons commémoré dans la discrétion cette campagne dont notre bulletin se fait l'écho dans ses colonnes. Il pourrait paraître indécent de rapprocher deux événements d'une nature aussi différente... sauf à nous réjouir de voir que nous ne sommes aujourd'hui en guerre qu'épisodiquement, même si c'est toujours avec trop de victimes.

Reste à trouver, comme en d'autres temps, l'homme providentiel et, après avoir mené toutes les introspections et échangé tous les horions, à faire repartir sur des bases saines un sport populaire qui, s'il doit demeurer un jeu, est un facteur important de cohésion nationale et sociale. Le moment d'émotion passé, sachons tirer la leçon de cet échec en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Et, comme aurait dit le Général en lançant ses grands bras vers le ciel « Allez la France ! »

Raymond Césaire

Le millénaire de Hanoi

Le temps de la reconnaissance

Olivier Page

Capitale du Viêt Nam réunifié depuis la fin de la guerre en avril 1975, Hanoi, célèbre cette année l'anniversaire du millénaire de sa longue histoire. A l'occasion de cette commémoration, 86 millions de Vietnamiens ont les yeux tournés vers la grande ville du nord, foyer et point de départ de la lente formation historique de leur nation. Hanoi symbolise la genèse de cette histoire, le noyau dur autour duquel le fruit a grandi.

La cérémonie officielle débutera le 10 octobre 2010. Le 10-10-2010, à 10 h exactement. Les Vietnamiens aiment les chiffres qui portent bonheur, comme les voisins Chinois qui avaient inauguré les Jeux Olympiques de Pékin le 8-08-2008. Le chiffre huit leur avait porté chance. Les Vietnamiens croient en la chance aussi. Cet anniversaire sera pour eux l'occasion de revenir sur leur passé, et de réfléchir à la destinée fascinante et troublante de leur pays. Une destinée discrète et tenace, faite de sagesse confucianiste et bouddhiste, de lointaines influences chinoises et de présence française, mais faite surtout de combats et de guerres féroces, de souffrances terribles et de renaissances inattendues. Il est intéressant de comparer l'état du pays en 1975, à la fin de la guerre, et la situation actuelle en 2010. Qui aurait cru que cette terre dévastée et ravagée par deux guerres (la première guerre dite d'Indochine contre la présence coloniale française de 1945 à 1954 et la deuxième contre les Américains, 1964-1975) pourrait reprendre vie, à la manière de ce phœnix légendaire capable de renaître de ses cendres ? Qui aurait pensé que le malade de l'Asie du Sud-Est, appauvri, autiste et replié sur lui-même, enfermé à double tour dans une idéologie impitoyable, aurait pu surmonter ses maux et se remettre à marcher à peu près normalement ? Mirage ou miracle ? N'est-ce pas l'image d'un oiseau rédempteur qui domine cette trajectoire surprenante ?

Qu'est devenue Hanoi dans cette tourmente d'un demi-siècle ? Curieusement, cette ville est restée authentiquement vietnamienne, marquée dans son architecture par le style colonial français. Celui-ci est inscrit dans les façades des vieux palais et des demeures patinées par le temps, épargnées par la guerre et la révolution. Il y a des gènes français dans le physique et le caractère de Hanoi, c'est une évidence. L'atavisme de l'histoire ! Tout s'hérite chez les hommes, eh bien c'est la même chose pour les villes. Bien qu'une partie de son histoire lui ait été imposée de l'extérieur parfois par la séduction, ou la ruse, souvent par la force, cette capitale, comme le reste du pays, a mangé,

ingurgité et digéré ses nombreuses influences extérieures, rejeté le superflu, pour en garder une image, un style, un caractère. Une sorte de sélection naturelle à la manière de Darwin, avec adaptation et lutte pour la survie, comme chez certaines espèces animales.



Tête de dragon- Hanoi musée nord

Ces deux cultures si différentes, l'Asiatique (influencée par la Chine) et l'Européenne (marquée par la colonisation française) ont apporté leur contribution au physique et au caractère de Hanoi, lui donnant un visage et une personnalité uniques. On peut l'accepter ou le rejeter, mais on ne peut pas faire comme si cela n'avait pas existé. Il faut donc composer avec cette mémoire et ce patrimoine

hybride (chinois, asiatique, français). Le contraire s'appellerait un déni historique. Là réside le charme étrange, et le mystère de Hanoi, et du pays.

Le socialisme de marché, une formule hybride efficace

Après les années de guerre et les grandes difficultés liées à bureaucratisation communiste fondée sur le modèle soviétique, l'économie du Vietnam était à genoux, au bord de l'asphyxie. C'est alors qu'en décembre 1986, lors du 6e congrès du parti communiste vietnamien (PCV), fut lancée la politique de la *Đổi Mới* (littéralement : changer pour faire du nouveau). Cette décision fut le point de départ de la libéralisation économique. Elle a permis au pays de sortir du marasme. Les autorités avaient compris qu'il fallait changer de cap, et réparer les erreurs du passé avec les moyens du bord. Stimulé par cette politique, le Viet Nam est progressivement passé d'une économie socialiste planifiée, fortement dépendante de l'aide de l'ex-URSS, à une forme d'économie mixte, caractérisée par une croissance assez soutenue. Cette entrée d'air libre dans le vieux moteur rouillé du communisme a permis le redémarrage du pays. Les effets ont été immédiats. Retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge en 1990, levée de l'embargo américain en 1994, adhésion du Viet Nam à l'OMC (Orga-



nisation Mondiale du Commerce) en janvier 2007, retour à la croissance.

Le Viet Nam dans le passé a été un épouvantail repoussant, un pays austère, peu fiable, voire dangereux, mais depuis son ouverture au monde, il est devenu un pays attractif, souriant, séduisant, pour les étrangers. Singulière métamorphose ! De nouveaux investisseurs y prennent pied qui apportent capitaux, technologies et savoir-faire. Selon le journal *Le Monde* toujours, il serait considéré en 2010 comme le troisième pays le plus attractif au monde, après la Chine et l'Inde, pour les investisseurs. La France se place seulement au 13^e rang, loin derrière Taiwan, le Japon, la Corée du Sud, les Etats-Unis, et la Malaisie. Des usines et des commerces ouvrent leurs portes, des immeubles sortent de terre et s'élançant dans le ciel. Du jamais vu dans ces villes (Hanoi, Ho Chi Minh-Ville) habituées à des siècles d'urbanisme horizontal. Le futur a déjà gagné le Viet Nam. En prenant un tel envol économique, en accédant de plein droit à la sphère du capitalisme mondial, tout en essayant de rester fidèle à sa doctrine idéologique officielle (le socialisme), le Viet Nam accomplit une sorte de numéro de cirque entre libéralisme et communisme, théoriquement incompatibles. Quel est dès lors le secret

de cette recette entre conservatisme politique et économie débridée ? Sans connaître la clef de cette énigme, les Vietnamiens s'activent et se montrent optimistes. Ils ne songent pas à changer la couleur politique de leur régime, pourvu qu'il soit stable, et permette l'enrichissement général. Revers de la médaille, la corruption ronge l'administration à tous les échelons, et génère parfois des comportements immoraux et affreux. Incompréhensible égoïsme dans un pays marqué par les préceptes du bouddhisme. Certains hauts fonctionnaires préfèrent ainsi aller en prison, suite à une condamnation pour corruption pourvu que leurs enfants parviennent à toucher une part du butin volé dans les caisses de l'Etat... J'ai entendu un jeune étudiant en économie m'affirmer qu'il préférerait devenir riche même en commettant des délits, plutôt que de rester pauvre, intègre et vertueux.

Sorti de son carcan usé, le pays change d'image et de réputation. Il est parfois plus facile de changer la réalité que de modifier une image. Le Viet Nam excelle dans l'art de marier l'impossible au possible, d'assembler les contradictions, de souder du neuf sur de l'ancien, de rafistoler le bric à brac de l'histoire pour lui donner bonne figure. Ne jamais perdre la face, telle est la règle.

Dire que dans les années 80, ce pays ravagé par la guerre et le communisme étouffait sous un régime inflexible ! En 1984, il était encore classé dans les pays les plus totalitaires du monde... Il ne valait pas mieux que la Corée du Nord aujourd'hui... Souvenons-nous notamment de la tragédie des boat-people, ces citoyens normaux à qui tout avait réussi jusqu'en 1975 et qui s'enfuirent par milliers, comme des parias indésirables, à bord de bateaux de pêche sur la mer de Chine. Effrayés par le nouveau régime de fer qui s'était plaqué sur le Viet Nam, ils quittaient leur pays à bord de rafiots de misère pour aller chercher la liberté à l'ouest, au péril de leur vie et dans des conditions abominables. Combien parmi ces désespérés sont-ils morts dans leur fuite ? Le gouvernement vietnamien tente à présent de



La baie d'Along, patrimoine mondial de l'humanité.

RÉFLEXIONS SUR LE TEMPS PASSÉ ET PRÉSENT

Données générales	
Superficie	331 041 km ²
Capitale	Hanoï
Villes principales	Hanoï, Ho Chi Minh Ville, Hai Phong, Da Nang
Langue (s) officielle (s)	vietnamien
Langue (s) courante (s)	vietnamien
Monnaie	Dong
Fête nationale	2 septembre, commémore la proclamation de l'indépendance du Vietnam par Hô Chi Minh, le 2 septembre 1945
Données démographiques	
Population	87,5 millions (2009)
Densité	263 hab/km ²
Croissance démographique	1,4% (2007)
Espérance de vie	74 ans (2007)
Taux d'alphabétisation	90,3 %
Religion (s)	Bouddhistes (75 %), catholiques (7%), caodaïstes (2 %), hoa hao (2%), protestants (0,75%), musulmans (0,1%)
Indice de développement humain	0,733 (105 ^e place) (rapport sur le développement humain 2007/2008)
Données économiques	
PIB (2009)	94 Mds USD
PIB par habitant (2009) ppa	2 862 USD
Taux de croissance (2009)	5,32 %
Taux de chômage (au sens du BIT) (2009)	2,9 %
Taux d'inflation (2009)	7 %
Solde budgétaire (2009)	- 8,2 %
Balance commerciale (2009)	- 8,1 Mds USD
Principaux clients (2009)	Etats-Unis (11,4 %), Japon (6,3 %), Chine (4,9%)
Principaux fournisseurs (2009)	Chine (15,7 %), Japon (7,3 %), Corée du Sud(10,4 %),
Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB (2009)	
Agriculture : 20,7 % - Industrie : 40,3 % - Services : 39,1 %	
Exportations France vers le Vietnam (2009)	864 millions USD (- 15 % par rapport à 2007)
Importations françaises depuis le Vietnam (2009)	809 milliards USD
Colonies respectives	Consulat général : Hô Chi Minh-Ville (3 937 inscrits) Communauté française au Vietnam : 5 343 inscrits Communauté vietnamienne en France : 19 500

les séduire, pour qu'ils viennent apporter leur savoir-faire, leur argent et leur énergie au nouveau Viet Nam. Le poids du malheur passé demeure plus fort que le désir de revenir au pays qu'ils ont abandonné dans les larmes et le sang. Aujourd'hui encore, dans la langue de bois officielle, les boat people n'ont pas existé, ou alors ils sont considérés comme des traîtres à la patrie. Le mot boat people est censuré dans les articles et les livres, rayé au feutre noir dans les ouvrages traduits et les magazines importés de France. Triste amnésie officielle !

Le Viet Nam, pays désirable et attirant

De fait, oui, le paysage économique change, se normalise, se déleste de plus en plus de ses lourdeurs. Il se dessine sur fond de socialisme de marché, donnant une image dynamique et moderne à cette vieille nation blessée par

l'histoire. La pauvreté recule. Le nombre des pauvres a été divisé par six en 20 ans (source : Le Monde du 5 juin 2010). Avec près de 4 milliards d'euros annuels de dons ou de prêts internationaux, le Viet Nam fait partie de la catégorie des pays à revenus intermédiaires. Le petit dragon asiatique ambitionne même d'intégrer le club des nations industrielles vers 2020. Incroyable ! Après avoir traversé la crise internationale sans trop de heurts, il affiche à présent des taux de croissance étonnants : entre 7 et 8% entre 2006 et 2008, 5,3% en 2009. Celui-ci devrait remonter en 2010 et retrouver sa vitesse de croisière. Signe des temps, alors que l'oncle Hô recommandait la pauvreté et l'ascétisme pour tous, de grosses fortunes surgissent comme celle de Doan Nguyen Duc. Ce modeste menuisier des Hauts-Plateaux a commencé sa carrière en fabriquant des meubles d'école. Aujourd'hui, il est l'heureux président du groupe Hoang Gia Lai, et figure en tête de liste des ma-

gnats de l'industrie vietnamienne. Tel un grand patron de pays capitaliste, Duc possède aussi son équipe de foot-ball et se déplace à bord d'un avion privé.

Des très riches d'un côté, des pauvres de l'autre et entre les deux une grande classe moyenne toute récente, portée par la croissance, qui consomme et dépense. « Enrichissez-



La Pagode
Ngu Xa
(VI^e siècle)

vous comme vous le pouvez mais respectez le parti et ne le critiquez pas » tel semble être le mot d'ordre, tacite et secret, des autorités communistes. Un pays à plusieurs vitesses, donc. Rapide évolution économique d'une part, mais stagnation politique (régime de parti unique) d'autre part et régression dans le domaine des droits de l'homme et des libertés. En 2009, le régime s'est durci. Stable, sûr (l'insécurité est inexistante) mais dur comme du bois. Un régime dur qui dure ! La ligne conservatrice a triomphé. Le pays s'aligne de plus en plus sur la Chine, son puissant voisin. Plusieurs dissidents et militants ont été condamnés, et emprisonnés, notamment des écrivains, journalistes et blogueurs utilisant le web pour diffuser leurs idées en faveur de la démocratie. En 2010, la répression se maintient. Un auteur d'essais politiques, né en 1960, Tran Khai Thanh Thuy, écrivain dissident, a été condamné à trois ans et demi de prison. La communauté internationale fait pression sur le gouvernement pour qu'il se montre moins inflexible.

Rencontre avec un francophone en béret basque

Coiffé d'un vieux béret basque, le docteur Hai m'invite à sa table familiale pour partager le Banh Chung, le gâteau traditionnel du nouvel an vietnamien. Il me raconte sa vie, dans un très bon français, qu'il a appris naguère au lycée Albert Sarraut. Du temps de l'Indochine française, ce prestigieux lycée obtenait un taux de réussite au baccalauréat plus élevé que la moyenne des lycées de France. Fils d'un ingénieur des Ponts et Chaussées qui parlait déjà le français, le docteur Hai a fait des études de médecine puis s'est engagé dans l'armée du Nord Vietnam (communiste) comme médecin. Quand la paix est revenue, en 1975, il a retrouvé sa maison de la rue Hang Ga, et y a aménagé un petit hôtel, ouvert aux routards du monde entier. Son fils, Nam, trente-sept ans, licencié en littérature française dirige une entreprise privée de logistique internationale. Sa petite-fille, Tran Anh, quinze ans, apprend aussi le Français. La famille Hoang, réunie dans le salon pour la fête du Têt, compte quatre générations de francophones. Un phénomène rare ? Non, pas tant que cela à Hanoi où la transmission culturelle se fait de père en fils dans un esprit confucianiste de continuité.

Je demande au docteur s'il a gardé du ressentiment ou de la haine malgré la guerre d'Indochine contre les Français (un de ses frères a disparu pendant les événements). Non. « Les Français d'avant l'indépendance du Vietnam, dont je garde les meilleurs souvenirs, sont mes professeurs au Lycée. Ils m'ont appris la liberté, l'égalité et la fraternité, et c'est au nom de ces principes que l'oncle Hô et les Vietnamiens se sont battus. Quant aux autres, les Français qui représentaient l'administration coloniale, nous ne les aimions pas vraiment, et nous voulions les voir partir ». L'esprit de la francophonie n'est pas un vain mot chez les Hoang. C'est une manière d'être et de sentir les choses dans un monde de consommation, et une façon de rester fidèle à une culture inscrite dans l'histoire du pays.

HISTOIRE

Vietnam signifie « le pays des Viêts du Sud », territoire qui s'étend de la Chine aux bouches du Mékong. Province chinoise pendant le premier millénaire, le pays connut avec son puissant voisin de nombreux conflits et de brèves périodes d'occupation jusqu'au XVIII^e siècle.

1858 Occupation de Saïgon par la France, suivie de l'attaque de Hanoi en 1859.

1873-1883 Etablissement du Protectorat français.

1946-1954 Guerre d'Indochine. (1953 Dien Bien Phu)

1956 Les troupes françaises quittent le Vietnam du Sud. L'empereur Bao Dai est déposé par référendum. Ngo Dinh Diem refuse, au Sud, d'organiser des élections.

1958 Début de la seconde guerre d'Indochine ou guerre du Vietnam.

1964-1973 Les Américains s'engagent dans la guerre aux côtés des Sud-Vietnamiens.

1968 Offensive du Têt

3 septembre 1969 Décès de Hô Chi Minh. Phan Van Dong devient Premier ministre.

1973 Les Accords de Paris prévoient le retrait des troupes américaines et des élections générales dans le Sud.

1974-1975 En dépit des Accords de Paris, reprise des combats entre le Nord et le Sud. Début de la guerre de réunification.

1976 Réunification du pays et instauration de la République socialiste du Vietnam dont Hanoi devient la capitale, tandis que Saïgon est rebaptisée Hô Chi Minh-Ville.

25 décembre 1978 Le Vietnam envahit le Cambodge pour mettre fin au régime Khmer rouge.

Septembre 1989 Retrait des derniers soldats vietnamiens du Cambodge

28 juillet 1995 Le Vietnam devient membre de l'ASEAN.



Francophonie dormante mais agissante

Des Vietnamiens francophones comme le docteur Hai, le pays en compte encore beaucoup, avec ou sans bérêt basque, nourris aux idées des Lumières, tous issus de la génération née pendant la période coloniale française. Comment ne pas évoquer des figures comme celle de l'écrivain Huu Ngoc, le traducteur Huu Dan et le musicien Vinh Bao, grands francophones devant l'éternel ! Le gouvernement français les a reconnus et décorés. La France leur a rendu hommage en louant leur travail et leurs œuvres. Ces trois personnalités exceptionnelles m'ont reçu au cours de mes voyages. J'ai voulu immortaliser leur vie, leur style, leur art, à ma manière, avec sympathie. La sympathie n'est-elle pas une des clefs de la connaissance. Ces chênes humains figurent en première place parmi les trésors vivants du Viet Nam d'aujourd'hui. J'en ai tracé les portraits dans mon livre *Dragon de Cœur-Voyage au Vietnam sur la route Mandarine* (Editions Lucien Souny, 2009). Ces vétérans de la francophonie ont entre 80 et 90 ans aujourd'hui. Après eux, il y a comme un trou béant, un oubli, une amnésie de la francophonie. La génération des 40-60 ans ne parle plus le français, mais le russe appris à l'école du socialisme. Les temps ont changé pourtant. Depuis les années 90, les nouvelles générations ont pris la relève. Les moins de 40 ans, nés après 1975 ont grandi dans un pays en pleine mutation, plus ouvert sur le monde. Pour des raisons professionnelles, ils apprennent l'anglais, mais la langue de Voltaire leur permet de diversifier leur choix, de

ne pas mettre tous leurs œufs dans le panier anglophone. La langue française aide les uns à trouver un emploi plus facilement dans l'industrie touristique, les autres dans le commerce ou dans la coopération humanitaire entre Paris et Hanoi. Si la France est en retard dans le domaine commercial et industriel, elle reste à la première place en tant que contributeur dans le domaine de la coopération.

Ce n'est plus du commerce, mais de l'amitié, de l'empathie pourrait-t-on dire, entre les deux nations aux destins liés par la colonisation et l'histoire. Et puis les Vietnamiens le pensent souvent et le disent parfois : « *dans le village mondial, la France reste le pays de la raison, de la liberté, de la culture, de l'amour, du bien vivre, du bien manger et du bien boire...* » ■



Le pont Long Biên anciennement pont Paul Doumer mis en service en 1903

SITUATION ÉCONOMIQUE

Le Vietnam jouit d'une économie qui compte parmi les plus dynamiques dans la région, avec une croissance de 5,3 % en 2009, malgré la crise financière mondiale. Il figure parmi les pays ayant la croissance la plus élevée et est aujourd'hui le 3^e exportateur Mondial de riz.

RELATIONS AVEC LA FRANCE

Très nombreuses visites officielles au plus haut niveau. Les échanges commerciaux franco-vietnamiens en 2009, évalués à 1 745 millions

d'euros, ont enregistré une hausse de 7% par rapport à 2008. Notre premier poste d'exportation est occupé par les matériels aéronautiques, suivi des ventes de produits pharmaceutiques (104 millions d'euros, en hausse de 22%).

La France importe principalement du Vietnam des articles chaussants (380 millions d'euros, en recul), des poissons et produits de la pêche (76 millions d'euros, -14% par rapport à 2008). Le reste des importations françaises est partagé par les biens intermédiaires et les biens d'équipement professionnels.

LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS AU VIETNAM

La France était jusqu'à une date récente le premier investisseur occidental au Vietnam, aussi bien en flux qu'en stocks. Toutefois, notre pays a dû céder cette place aux Etats-Unis en 2006, puis aux Pays-Bas en 2007.

En 2008, la France se classait au 13^e rang des investisseurs au Vietnam avec un stock d'IDE de 2,4 milliards USD, derrière les Pays-Bas (stock de 2,6 milliards USD) et les Etats-Unis (stock de 4,1 milliards USD).

TROMELIN

îlot perdu au cœur de l'actualité

Bernard Laffitte

AROM a souvent entretenu ses lecteurs de ces îlots lointains, parfois confettis de l'ex Empire, le plus souvent inhabités, à la souveraineté parfois contestée et dont on ne parle que lorsque se produisent des incidents comme celui de ce chimiquier échoué sur les récifs de Clipperton (bulletin n°20 de mars 2010).

Tromelin est un petit îlot d'1 km², très plat, à l'écart des grandes routes de navigation, situé à 450 km au nord est de Madagascar, 535 km de la Réunion et à peu près autant de l'île Maurice. Entouré d'une ceinture de récifs coralliens, très exposé aux cyclones, son accès maritime est extrêmement dangereux. Aujourd'hui inhabité, il avait, avant les satellites, intéressé les météorologues, qui y avaient construit une petite station et une piste d'atterrissage dans les années soixante.

Collectivité d'outre-mer faisant partie des Iles Eparses et relevant de l'autorité du préfet administrateur des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF), Tromelin, sur lequel la souveraineté française a toujours été contestée par Maurice, vient de faire l'objet d'un accord original. C'est en effet à l'occasion de la 26^e session du Conseil des ministres de la **Commission de l'Océan indien (COI)** dont la France assurait la présidence, que M Alain Joyandet, Secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la Francophonie s'est rendu à Port-Louis pour signer avec son homologue mauricien, M Arvin Boolell, « **un accord de cogestion économique, scientifique et environnemental, relatif à Tromelin et à ses espaces environnants** ».

Cet accord cadre répond à un double objectif, mettre fin au contentieux de souveraineté qui existait, mais, surtout, achever un processus de négociations entamé en 2008 à l'occasion du voyage à Paris du Premier ministre mauricien M Ramgoolam. L'accord qui a été négocié du côté français par le Préfet Rollon Mouchel-Blaizot, administrateur supérieur des TAAF et Jacques Maillard, Ambassadeur de France à Maurice, prévoit une cogestion économique, scientifique et environnementale de l'île et de ses espaces maritimes environnants. Il est assorti de trois conventions techniques portant sur la pêche, la protection environnementale et la recherche archéologique. C'est dans ce dernier domaine que la France avait pris quelque avance en



envoyant les missions archéologiques sous-marines signalées dans l'article ci-dessous.

Dans son discours le Secrétaire d'Etat s'est félicité de « cette nouvelle étape après les accords de délimitation maritime signés avec Maurice en 1980 et avec Madagascar en 2006 au titre de La Réunion et avec les Seychelles en 2001 au titre des Glorieuses... D'autres domaines restent à explorer parmi lesquels je peux citer la maîtrise des catastrophes naturelles, la météorologie, la sécurité aérienne, les énergies renouvelables d'origine marine et... Nous pouvons, a dit M Joyandet, faire ensemble de Tromelin un exemple réussi de développement durable, de gestion durable de la ressource halieutique et de protection de la biodiversité. »

La COI organisation de coopération régionale créée en 1984 regroupe cinq Etats (Madagascar, Maurice, Comores, Seychelles et France). Son secrétariat général exécutif, qui se trouve à Quatre Bornes (Maurice), est dirigé par l'Ambassadeur Calixte d'Offay. Il compte 24 fonctionnaires pour un budget annuel de l'ordre de 500.000 euros. Il gère un certain nombre de projets, dont 12 en cours, financés principalement par l'Europe, la France et les états membres.

La 26^e réunion ministérielle de la Commission de l'Océan indien (COI) s'est déroulée à St Denis de la Réunion le 8 juin au terme d'une présidence de 14 mois exercée par la



Signature de l'accord sur Tromelin

France. La crise politique malgache, la piraterie et la coopération régionale étaient à son ordre du jour. M Joyandet s'est félicité de l'intention du nouveau président du Conseil régional de faire de la coopération économique un axe majeur du développement de la Réunion. Il a salué le rapprochement de la COI avec l'organisation internationale de la Francophonie (OIF). Enfin, Il a plaidé pour une meilleure visibilité politique de la COI sur la scène internationale estimant notamment que si l'action du Secrétaire général avait été utile à la recherche d'une sortie de crise pour Madagascar, il était possible d'aller au-delà, que ce soit dans les instances régionales, européennes ou internationales pour faire entendre la voix et la capacité d'organisation de cette partie du monde.

La seule résolution formelle a été, à propos de Madagascar, de prendre acte de l'engagement de M Andry Rajoelina, à la demande de l'Union Africaine (UA), de ne pas se présenter à la prochaine élection présidentielle et d'appeler à des élections présidentielles et législatives, libres, ouvertes et transparentes.

Tromelin dans l'histoire et la mémoire

En 2006 une expédition d'une dizaine de scientifiques menée par Max Gréoult, ancien officier de marine et Président du Groupe de recherche en archéologie navale rend public les traces qu'il a trouvées sur le naufrage du bateau de la compagnie des Indes *l'Utile* consignés dans les archives de la compagnie. Un journal de bord anonyme est retrouvé, mais une seconde expédition en 2008 ne permet pas de retrouver d'éléments plus probants.

En 2009, Irène Frain a fait redécouvrir, sur la base de documents d'archives, dans son roman « Les naufragés de l'île Tromelin » et avec le style qui lui est propre, l'extraordinaire

et dramatique histoire de ce bateau négrier, *l'Utile*, armé par la Compagnie des Indes orientales. Parti de Bayonne avec 142 hommes d'équipage et après avoir chargé sur la côte est de Madagascar 160 esclaves, hommes, femmes et enfants destinés à l'île de France (Maurice), il fit naufrage le 31 juillet 1761 à Tromelin à la suite d'une erreur de navigation.

Le capitaine, Jean de Lagarde, devint fou et son second, Barthélémy Castellan du Vernet, organise alors la survie des 122 hommes d'équipage qui restent et seulement 60 esclaves, la plupart, prisonniers des cales ou ne sachant pas nager, s'étant noyés. Il utilise les débris, accastillage, gréements et vivres du bateau et creuse même un puits. En deux mois, l'équipage reconstruit une embarcation et laissant les esclaves à leur sort, rejoint Maurice en promettant de venir les rechercher. Mais, à Maurice, Castellane n'obtient pas le bateau pour aller les récupérer. A Paris la nouvelle de cet abandon agite un temps les milieux intellectuels qui prônent l'abolition de l'esclavage et notam-

ment Condorcet, mais le début de la guerre de sept ans et la faillite de la compagnie des Indes font oublier les naufragés.

En 1773 et 1774, des bateaux passant au large de Tromelin signalent la présence des esclaves naufragés, mais les marins et embarcation envoyés pour leur porter assistance échouent. Ce n'est qu'en 1776, quinze ans après le naufrage, que le chevalier de Tromelin, comman-

dant la corvette *La Dauphine*, récupère sept femmes et un enfant de huit mois et décrit avec précision l'île qui porte désormais son nom.

Le vendredi 7 mai 2010, était présenté au Musée du Quai Branly, devant un public d'invités de Marie Luce Penchard, ministre de l'outre-mer et en présence de Rollon Mouchel-Blaisot et Françoise Vergés, le film intitulé « les esclaves oubliés de l'île Tromelin », documentaire de 52 minutes réalisé par Emmanuel Robin et Thierry Ragobert qui fait la synthèse à la fois du roman d'Irène Frain, qui a contribué par sa notoriété à faire connaître ce drame, de documents d'archives fort bien exploités et des recherches de l'équipe de Max Gréoult, l'histoire des naufragés de *l'Utile* et des esclaves oubliés. ■

*

**

Il reste une conclusion à dégager de ces deux comptes-rendus dans lesquels l'histoire et l'actualité se confondent comme pour nous rappeler ce qu'est la France. Nous souhaitons que les lecteurs d'AROM y exercent leur mémoire leur réflexion et leur talent.

Le groupe Caisse des dépôts en Guyane

Christophe Loiseau, Directeur territorial de la CDC

La Guyane, département français d'Outre-mer d'Amérique du sud, est un territoire de contrastes, de défis et d'opportunités. Riche de la jeunesse de sa population (plus de la moitié des habitants est âgée de moins de 25 ans), de son extraordinaire biodiversité, de son port spatial européen, la Guyane est soumise à une pression démographique considérable.

A titre d'exemple, en une seule année, le nombre d'élèves du primaire aura progressé de 5,7 % et 3 300 actifs supplémentaires se présenteront sur le marché du travail. L'enjeu consiste donc à soutenir le développement de la Guyane de manière structurante tout en assurant la mise en valeur et la préservation de son exceptionnel patrimoine naturel. Afin de prendre toute sa part à ce défi, le groupe Caisse des Dépôts, au service de l'intérêt général et du développement économique du pays, a établi une antenne régionale située à Cayenne depuis maintenant 3 ans.

La problématique de la production d'énergie illustre parfaitement l'enjeu de ce territoire : répondre à la demande croissante grâce à de nouveaux moyens de production respectueux de l'environnement. La consommation électrique en Guyane s'accroît d'environ 3% par an. Chaque année, de nouveaux outils de production doivent venir compléter les installations existantes. Une large part de la production énergétique de Guyane est actuellement four-



Centrale de biomasse de Kourou

nie par le barrage de Petit-Saut dont la capacité de production maximale sera bientôt atteinte.

Pour répondre à ce besoin, le choix consiste en la réalisation de nouvelles turbines à combustion à base de fioul, ayant un fort coût économique et écologique ou en privilégiant l'utilisation d'autres sources d'énergie, comme

le bois, l'eau ou le soleil... Le développement d'un mix énergétique diversifié peut donc répondre à la problématique énergétique du territoire tout en permettant à la population de profiter d'une énergie locale, renouvelable et immédiatement disponible.

C'est dans cette perspective que la Caisse des Dépôts et la société Voltalia Guyane se sont associées avec l'objectif commun de développer à terme un programme portant sur un montant total d'investissement devant atteindre 180M€ afin de permettre à la Guyane d'augmenter sa capacité globale de production d'énergie de 40 MW soit environ 40% de la production actuelle. L'investissement de la Caisse des Dépôts s'élève dans un premier temps à 3,1 M€ et sera réévalué en 2010 et 2011 en fonction du développement des projets dans les filières biomasse, photovoltaïque et hydraulique.

L'outil de production électrique de Kourou, inauguré en juillet 2009 en présence d'Augustin de Romanet, Directeur Général de la Caisse des Dépôts, développe une puissance totale de 1,9 MW répartie à hauteur respective de 1,7 MW pour la centrale biomasse et 0,2 MWc pour la centrale photovoltaïque en toiture. L'unité biomasse permettra de traiter et de valoriser 30 000 tonnes de déchets bois provenant de plusieurs scieries et produira 13 600 MWh par an. L'enjeu consiste également à permettre aux sites isolés comme Maripasoula de bénéficier de production d'énergies renouvelables compatible avec son extraordinaire environnement (plus de 80% de la biodiversité européenne est rassemblée en Guyane).

Des partenariats avec d'autres acteurs majeurs, aujourd'hui à l'étude, devraient permettre à la Guyane de tendre vers son autonomie énergétique.

La croissance démographique du territoire est aussi une force : la Guyane connaît un développement de son économie depuis le début des années 1990, avec un doublement de son PIB en une quinzaine d'année grâce à une croissance exceptionnelle, cependant insuffisante pour résorber un important niveau de chômage.

Le tissu économique guyanais s'enrichit chaque année de plus de 1 000 nouvelles entreprises, dont la quasi-totalité démarre leur activité sans salarié. Ce dynamisme, qu'accompagne une forte croissance démographique, permet au tissu économique guyanais de se développer et de se structurer progressivement.

En Guyane plus qu'ailleurs, le manque de fonds propres des entreprises constitue leur talon d'Achille, met en péril leur pérennité et constitue le principal frein à l'investissement. Aussi, le groupe Caisse des Dépôts met en œuvre en Guyane un ensemble d'outils financiers lui permettant de soutenir la création et le développement de toutes les entreprises, quelque soit leur secteur d'activité, ou leur taille, de l'auto-entrepreneur à la PME. A titre d'exemple, en 2009, la Caisse des Dépôts a doté de 500 000 euros le dispositif Corail afin de permettre la mise en place d'un prêt à taux zéro pour aider les TPE à surmonter leurs difficultés de trésorerie liées à la crise. Cette année, la Caisse des Dépôts apportera plus de 300 000 euros afin de permettre aux demandeurs d'emploi de créer leur entreprise dans le cadre d'un réel parcours d'accompagnement (Nacre). Concernant les PME, le Groupe Caisse des Dépôts proposera à chaque entreprise en développement des fonds propres sous forme d'une obligation convertible (OC+), d'un montant unitaire compris entre 0,5 et 4 M€.

La question du logement est également une problématique incontournable de cette région : 3 000 nouveaux logements sont nécessaires chaque année pour répondre à la demande ! Contrairement aux autres départements d'Outre-mer, la Guyane a été la seule région française à enregistrer une croissance de son parc de logements moins importante que celle de la population (+13% contre 22% entre 1999 et 2005). Une production soutenue de logements, notamment sociaux, est indispensable non seulement pour répondre aux besoins de la population, mais également pour résorber l'habitat spontané et insalubre.

Grâce aux ressources d'épargne que la Caisse des Dépôts centralise et gère, cette dernière accorde annuellement une centaine de millions d'euros de prêts sans marges et pour des durées très longues à l'ensemble des organismes de logement social sur le territoire de la Guyane quelle que soit la conjoncture bancaire. Afin de permettre l'augmentation de cette production, la Caisse des Dépôts favorise notamment l'acquisition de foncier destiné à la réalisation de programmes de logements sociaux et d'aménagements structurants par des financements adaptés. ■

FOCUS SUR LES FILIALES DE LA CAISSE DES DÉPÔTS

La Région Guyane, soumise à une situation d'urgence pour la réalisation d'infrastructures éducatives a fait le choix d'une solution innovante de financement, de conception et de construction en optant pour un BEA (Bail Emphytéotique Administratif) signé avec la SAS Guyane Lycées, détenu pour moitié par le Groupe Caisse des Dépôts.



Pari tenu pour **Icade**, filiale immobilière de la Caisse des Dépôts, copromoteur du projet avec la Semsamar, qui aura réussi à construire 3 lycées aux normes bioclimatiques intégrant des équipements photovoltaïques dans un délai de 24 mois.

« Représenté localement par Egis Eau et Egis Route, **le Groupe Egis**, filiale d'ingénierie de la Caisse de Dépôt, réalise des études et maîtrises d'œuvre pour le compte de l'État et des collectivités de Guyane. A titre d'exemple, la reconstruction du Quai n°2 au port du Dégrad des Cannes



à Cayenne constitue l'opération phare d'**Egis Eau** depuis le début de l'année 2009. Constituant le centre névralgique du port d'intérêt national de la Guyane, ce quai est le seul ouvrage qui, actuellement, peut recevoir les

porte-conteneurs de 170 mètres qui approvisionnent la Guyane chaque semaine. Cette structure étant très dégradée, l'opération de reconstruction présente donc un enjeu capital pour la Guyane. Egis Eau est en passe de relever le défi de démarrer les travaux de reconstruction dès le début de l'année 2010 pour une livraison fin 2012.



Egis Route, filiale de la Caisse des Dépôts, a assuré la maîtrise d'œuvre de la conception et du suivi de la réalisation de la route reliant Saint Laurent à Apatou, hier uniquement accessible en pirogue.

Cette liaison est issue d'une forte volonté de la Région de désenclaver les communes le long du fleuve et d'accompagner leur développement. Cette route de 45 Km permettra de desservir plusieurs milliers d'habitants et de rendre ainsi cette zone du territoire plus facile d'accès.

L'Europe et le développement régional des outre-mers : une nécessaire rénovation

Georges Bailey

Le Comité interministériel à l'Outre-mer du 6 novembre 2009 a fait de l'insertion régionale une dimension nouvelle du développement de nos collectivités d'outre-mer. Dans le cadre d'une rénovation des liens avec la métropole, l'objectif recherché est celui d'une (re)prise en compte de l'environnement géographique au sein duquel nos collectivités trouvent aussi leur histoire et leur identité.

Si une telle démarche ne peut que recevoir un accueil favorable car elle redonne aux acteurs politiques, économiques, sociaux et culturels locaux un rôle moteur dans le développement de leur territoire, il n'en reste pas moins qu'elle implique de la combiner avec la pleine appartenance de ces territoires à l'Europe. Parce que leurs voisins sont des PMA¹ ou PRI², développer l'insertion régionale des outre-mers, c'est aussi organiser au sud, un dialogue nord-sud alors même que nos COM³, ce nord si particulier, s'estiment en danger car isolé et éloigné.

Dès lors, une des clés de réussite de cette démarche réside dans la mise en place de stratégies européennes de développement et de coopération, stratégies qui n'existent pas vraiment aujourd'hui et dont l'absence pèse sur le développement d'une région alors même qu'elles pourraient valablement accompagner notre politique nationale d'insertion.

I L'Europe n'a pas de véritable stratégie régionale globale de développement et les outils et procédures existants constituent d'une certaine façon un frein au développement par le maintien d'un statu quo à l'opposé des objectifs qu'elle recherche. Plusieurs constats retiennent notre attention.

Tout d'abord, convient-il de rappeler que l'Europe consacre des sommes importantes à la coopération régionale et territoriale de nos outre-mers. Pour les seuls POCT⁴ des DOM, ce sont près de 100 M€ alors que pour

les PTOM⁵ français les crédits atteignent 40 M€. Parallèlement, l'Europe met en place d'importants moyens au titre du FED⁶ régional pour les Etats ACP (plusieurs centaines de millions d'Euros).



Ces moyens conséquents ne s'appuient pas sur une stratégie globale de développement d'une zone mais sont déterminés en fonction du statut juridique du territoire. Ainsi, si le bénéficiaire est un Etat ACP, il bénéficiera des crédits du FED/ACP, si c'est une RUP⁷ des crédits du FEDER et si c'est un PTOM des crédits du FED/PTOM. Chaque outil financier dispose de son propre cadre d'intervention. Qu'on le veuille ou non l'Europe a de ce fait plusieurs stratégies dans une même région et met en œuvre des dispositifs financiers différents avec des règlements et des procédures spécifiques. Les énergies sont mobilisées pour essayer de coordonner des outils qui ne sont pas faits pour cela même s'ils concourent aux mêmes objectifs et les tracasseries administratives ou de procédures sont bien souvent le prétexte facile mais réel pour ne pas avancer et ne pas mettre en place une stratégie de développement au niveau d'une région.

A cette absence d'une vision régionale en amont s'ajoutent les modalités concrètes de mise en œuvre de ces moyens. Les crédits du FED, les plus importants en montants financiers, sont répartis dans de vastes zones géographiques dont non seulement la cohérence de découpage n'apparaît pas spontanément mais en plus consolide l'enchevêtrement d'organisations régionales ou sous-régionales qui seules sont éligibles à ces crédits. Pour décrocher des crédits du FED, se met donc en place une forme de concurrence entre les organisations régionales concernées qui n'est guère propice à une approche d'ensemble d'une zone structurée car un Etat peut appartenir, pour des raisons historiques, politiques ou diplomatiques, à plusieurs de ces organisations régionales. Dès lors, et à son corps défendant, l'Union européenne consolide des structurations régionales complexes où les organisations régionales se chevauchent rendant encore plus difficiles

1 PMA : pays les moins avancés

2 PRI : pays à revenu intermédiaire

3 COM : collectivités d'outre-mer

4 POCT : programme opérationnel de coopération territoriale

5 PTOM : pays et territoires d'outre-mer. Pour la France, il s'agit de la Nouvelle-Calédonie, de Mayotte, de la Polynésie française, de Wallis et Futuna et de Saint-Pierre et Miquelon.

6 FED : fonds européens de développement

7 RUP : région ultra-périphérique. Il s'agit de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion.

les problèmes de coordination.

Enfin, l'approche actuelle de l'Union européenne se concentre sur une petite partie de son activité dans une zone géographique au travers du POCT au profit des RUP ou du FED pour les PTOM. Or, une politique de coopération territoriale, aussi ambitieuse soit-elle ne saurait tenir lieu à elle seule d'une stratégie européenne de développement. Pour avoir un sens, une bonne politique d'insertion régionale doit être décloisonnée et prendre en compte l'ensemble des politiques conduites par l'Union européenne.

En effet, il convient d'aller plus loin et de donner une dimension régionale à chacune des principales politiques publiques mise en œuvre dans une région afin de les adapter au contexte local. Ainsi, les politiques commerciales, agricoles ou de pêche par exemple devraient comporter une dimension régionale plus marquée en cohérence avec les moyens que déploie l'Europe aujourd'hui au travers du POCT. L'article 349⁸ du Traité de Lisbonne pour les DOM donne la base juridique d'une telle approche. C'est bien parce que l'Europe définira à un niveau régional l'ensemble de ces moyens que pourront se mettre en place de véritables stratégies régionales de développement et de croissance au profit des Etats d'une zone géographique donnée et dont les DOM, régions ultrapériphériques européennes, pourraient être le fer de lance. Encore faut-il en prendre conscience !

Sans doute conviendrait-il aussi de mieux impliquer les acteurs locaux dans la définition de ces stratégies afin de faciliter leur appropriation. Partir des réalités du terrain pour faire de ces travaux de véritables outils de développement et non des cadres contraignants imposés par Bruxelles. Passer d'une logique des projets à vocation régionale dans un cadre stratégique qui ne l'est pas à une politique conçue au niveau régional d'où découleront les projets, telle est la voie à suivre. La dimension régionale doit être conçue dès l'amont des réflexions et non résulter de l'agrégation des attentes de chaque territoire. A défaut, il ne saurait y avoir d'appropriation collective mais seulement la recherche de satisfaction d'intérêts propres à chaque territoire au prétexte d'une approche régionale.

IL'Europe a autant intérêt que la France à consolider une démarche d'insertion et de développement régional et à développer les synergies entre elles. En effet, l'une comme l'autre poursuivent le même objectif : non seulement il s'agit d'asseoir le développement de ces RUP au sein d'un espace régional mais aussi il s'agit de jeter les bases d'une relation renouée avec les capitales. C'est donc bien dans la recherche d'un équilibre nouveau entre le centre et la périphérie, entre les

capitales et les terres ultramarines que pourra se consolider le développement économique de la croissance endogène de nos outre-mers.

L'approche pour l'Europe est identique à celle mise en œuvre par la France. Il ne faut pas assimiler l'insertion régionale à une distance prise avec la métropole de même qu'il ne faut pas opposer objectif de convergence avec objectif de coopération territoriale dans la politique de cohésion de l'Union européenne. Bien au contraire les deux se complètent et la coopération territoriale et le développement régional sont des éléments à part entière de la politique de cohésion. Ils en constituent une modalité qui devrait prendre de plus en plus d'importance pour peu que l'on sache organiser la cohérence avec les autres politiques publiques conduites par l'Europe. C'est bien parce que l'insertion régionale deviendra un élément important du développement des outre-mers que le niveau général de développement de ceux-ci sera amélioré et donc de ce fait la convergence facilitée.

De plus, l'Union européenne met actuellement en place de grandes stratégies thématiques sectorielles (politique maritime, biodiversité, recherche par exemple) ou géographique (stratégie UE/Afrique). Il s'agit donc d'autant de points d'application sur lesquels nous devons être vigilants car ils offrent des occasions opérationnelles de concrétiser cette approche régionale.

Cette situation particulière des outre-mers face à leur environnement régional n'est pas unique. Elle se retrouve dans d'autres zones géographiques de l'Europe autour de problématique de même nature. Cette question se trouve aussi posée et avec la même intensité par l'Union pour la Méditerranée, l'Arc Baltique ou encore les régions qui bordent le Danube. Il s'agit bien de partir d'une zone géographique qui a une cohérence physique, historique et humaine pour concevoir un développement qui ait du sens. La véritable spécificité des outre-mers ne tient donc pas à la nature des thématiques mais à celle de leur appartenance à un ensemble géographique particulier qui se traduit, dans le jargon bruxellois, par l'ultrapériphérie.

Il est de notre responsabilité de développer ces idées, de faire valoir ces argumentaires et de promouvoir cette posture pour que les prochains rendez-vous majeurs de l'Union européenne, à commencer par l'élaboration des perspectives financières européennes, soient l'occasion d'une première mise en œuvre de cette ambition. A défaut, il vous faudra encore attendre et espérer que 2020 voie cette perspective aboutir.

A nous de faire en sorte que ces stratégies régionales soient le point de départ d'un nouveau cycle de développement et de croissance pour nos outre-mers. ■



Lu dans la Presse

Du golfe du Mexique au golfe de Guinée : les inquiétudes.

Extraits de : *Jeune Afrique* n°2678 du 6 juin, *Le Figaro* du 10 juin, lettre de la commission d'enquête du Congrès américain au Président directeur général de BP du 14 juin.

L'explosion le 20 avril de la plateforme



Deepwater Horizon BP dans le golfe du Mexique a entraîné une onde de choc dans tous les milieux pétroliers et plus particulièrement dans ceux qui exploitent dans l'offshore profond (+ de 1 000m). C'est l'accident le plus redouté. Plusieurs quotidiens ou hebdomadaires se sont fait l'écho de cette inquiétude en montant des dossiers de vulgarisation et les responsables des Compagnies ont bien été obligés de communiquer sur le sujet, tant pour éviter les amalgames et confusions que pour apaiser les esprits.

Les conclusions du Sénat américain sont formelles puisqu'elles disent : « A chaque phase (il s'agit de la mise en production de la plateforme) il est apparu que BP avait pris des décisions qui ont augmenté le risque d'explosion pour économiser du temps et de l'argent à la compagnie. »

Le Figaro pose la bonne question : les forages au large sont-ils dangereux ? Les pires explosions de l'histoire n'étaient pas liées à la profondeur ni au forage en mer (749 morts entre 1962 et 2005). En revanche, il est évident que plus on va profond, plus on met en œuvre des techniques et des sécurités que les grandes compagnies, et c'est ce qui fait leur force, ont intérêt à maîtriser. L'offshore profond représente actuellement 12% de la production offshore. Cette dernière entraîne le forage de 3.000 puits par an.

Dans l'interview qu'il a donnée à **Jeune Afrique** en marge du sommet Afrique-France, Christophe de Margerie qui se retrouve seul aux commandes de TOTAL a déclaré : « *TOTAL a besoin de l'Afrique* » en soulignant que sa compagnie était sur le continent africain le premier investisseur français et y avait davantage d'intérêts qu'en France même.

Accusé, comme tous les pétroliers de venir « piller les richesses africaines » Christophe de Margerie se veut attentif aux « crises récurrentes de nationalisme ». Face au haro sur les compagnies des protestataires, il se veut serein : « *on ne peut répondre à toutes les demandes, celles des ONG et des gouvernements. La vraie transparence est de savoir si nous sommes respectueux du droit. Tout ce qui est payé dans les pays où nous opérons est retraits en fiscalité française* ».

Et pour conclure sur l'offshore profond, Christophe de Margerie ajoute : « *la plupart des nouvelles découvertes, au Congo et au Nigéria par exemple sont faites dans l'offshore profond. Toutes les mesures sont prises pour empêcher les accidents, mais le risque zéro n'existe pas. La stratégie de TOTAL, avec ses partenaires locaux, est qu'il faut prendre les devants en procédant à un état des lieux. Le Comité exécutif de TOTAL a décidé de mettre en place*

deux « *task forces* », l'une chargée de vérifier la qualité des opérations de forage, l'autre de s'assurer que les mesures à prendre à la suite d'une pollution de ce genre sont bien en place.

Quelles que soient ses fautes, le devenir de la compagnie anglaise BP n'est pas, déontologie oblige, évoqué par TOTAL, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis. ■

Indicateurs de production 2008 des pays de la zone

	en barils par jour	en millions de tonnes
Nigeria	2 356	114,2
Angola	1 723	84,1
Cameroun	82	4,2
Tchad	144	7,5
Congo BZ	222	11,5
Gabon	230	11,5
Guinée équatoriale	363	18,0
Total	5 120	251,0

Après le Sommet Afrique-France de Nice

Le 25^e Sommet Afrique-France qui s'est déroulé à Nice du 31 mai au 1er juin a fait l'objet de différents commentaires dont celui de l'INTERNATIONAL magazine.com qui a le mérite d'être rédigé par des Africains qui se trouvaient sur place et qui nous a paru intéressant. Il s'intitule : Françafrique : que peut encore faire Nicolas Sarkozy ?

Pour clore son premier sommet du genre devant la presse mardi 1er juin à Nice, Nicolas Sarkozy a choisi de s'entourer de trois chefs d'Etat dont un seul, Paul Biya est francophone. Une photo de famille qui ne ressemble pas à celles des précédentes



grand-messes franco-africaines. Le message était clair : le Président français, en s'affichant aux côtés de Jacob Zuma, Président de l'Afrique du sud, locomotive du continent, de Meles Zenaw, premier ministre d'Éthiopie (10% de croissance par an) et de Bingu wa Mutharika, chef du petit Malawi, mais surtout président de l'Union africaine, a voulu signifier que désormais « la France parle à toute l'Afrique » et pas seulement à nos anciennes colonies ».

« Nous sommes tous des amis » a martelé le Président, multipliant flatteries et promesses ; « *Sur l'échec de l'Afrique se construira le désastre de l'Europe et sur le succès de l'Afrique se construiront la croissance, la stabilité et le succès de l'Europe* » a-t-il lancé. En perte de vitesse sur le continent, la France souhaite reconquérir un rôle de leader diplomatique et pousser ses entreprises, notamment face à la concurrence chinoise.

« *Les raisons de travailler avec vous, ne sont pas seulement liées à l'histoire, mais aussi à l'avenir* », a déclaré Nicolas Sarkozy, soucieux de tourner la page d'une relation complexe et complexée. Se disant très « sensible » à la présence du président algérien Bouteflika, et désireux de démentir l'existence d'un froid entre les deux pays, le chef de l'État a affirmé qu'« il faudrait du temps » et un travail libre entre les historiens pour apaiser les relations franco-algériennes. Nicolas Sarkozy assure qu'il va « se battre » pour remédier à l'absence de représentant du continent au conseil de sécurité, absence qu'il a qualifiée « d'anomalie ». Mais son projet de créer une nouvelle catégorie de

représentants désignés pour une période limitée et dépourvus du droit de veto est loin de faire l'unanimité parmi les responsables africains qui ont néanmoins promis de l'étudier.

A propos de la lutte contre le changement climatique, Nicolas Sarkozy a réaffirmé que les engagements -incertains- des pays industrialisés à verser 30 milliards de dollars d'ici à 2012 pour aider les pays africains à s'adapter seraient « scrupuleusement tenus ». Le sommet s'est accordé sur « la nécessité de créer un système de financement à long terme » permettant d'atteindre un financement de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020, indique la déclaration finale. Le dernier volet de l'opération de séduction française concerne les entreprises. Désireuses d'afficher leur différence et leur moralité, les organisations patronales françaises ont adopté une charte visant à affirmer leurs exigences sociales et environnementales et à bannir la corruption. Mais aucun mécanisme de contrôle de ces engagements ne semble prévu. « *Les entreprises veulent s'inscrire au cœur d'une nouvelle relation avec l'Afrique* », a déclaré Laurence Parisot, présidente du Medef.

Le sommet de Nice a permis à Nicolas Sarkozy de sortir du débat empoisonné sur le soutien de la France à des systèmes corrompus ou mal élus, et sur la persistance de filières parallèles d'influence dans les anciennes colonies. Mais les dossiers de la présence africaine dans les enceintes internationales et du climat, s'ils constituent d'importants leviers d'influence, n'ont guère de conséquence immédiate sur les populations africaines

souvent réduites à la survie.

Alors que le patronat africain avait été convié à Nice, la société civile, principal vecteur de lutte pour l'amélioration des conditions de vie et défense des libertés, elle, y brillait par son absence. ■

INFOLATAM

Le Brésil marque des buts... ...sur le continent africain

Nous empruntons cette information à l'association amie ARRI qui possède un « Observatoire des médias étrangers » dont le responsable est Guy Girod-Genet, également membre d'AROM et qui a publié en juin son 86^e bulletin.



Le Président Lula en Afrique

On a beaucoup parlé de l'activisme de la Chine en Afrique, mais cela ne doit pas faire oublier la présence de plus en plus grande du Brésil sur ce continent. Depuis 2005, le président brésilien Luis Ignacio Lula a fait 10 voyages en Afrique, visitant 20 pays. Le Brésil a ouvert 16 nouvelles ambassades sur ce continent ces dernières années. Les grandes entreprises brésiliennes s'implantent en Afrique, investissant dans de grands projets. Ainsi Petrobras utilise son savoir faire dans les forages pétroliers en eau profonde pour prospecter au large de l'Angola, Vale, grande entreprise minière, ouvre des mines de charbon au Mozambique et Odebrecht, géant brésilien du génie civil, construit les infrastructures nécessaires (voies fer-

rées, port). Marco Polo, constructeur d'autobus déjà implanté en Afrique, développe son activité en Afrique du sud. Les entreprises pharmaceutiques brésiliennes implantent des laboratoires pour produire sur place les médicaments génériques, en particulier ceux qui soignent le sida.

Pour le Brésil, c'est un retour sur les terres d'origine, car 90 millions de Brésiliens ont des ascendances africaines ; c'est à la fois le paiement d'une dette envers ce continent et aussi une opportunité de développement pour ses entreprises. Il ne serait pas étonnant que le Brésil « marque beaucoup de buts » lors de son passage en Afrique du Sud pour le mondial de football.

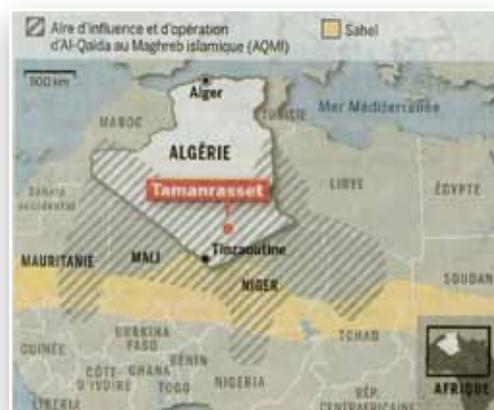
AI-QAIDA AU SAHARA

« Le Monde » du 3 juillet nous apprend que le 30 juin, 11 gendarmes

algériens ont été tués dans une embuscade à TINZAOUTINE, le poste frontière sur la piste qui relie Kidal au Mali à Tamanrasset en Algérie. Des tracts laissés sur place indiquent qu'il s'agit d'une nouvelle attaque menée par l'AQMI (Al-Qaida au Maghreb Islamique), qui a succédé à partir de 2007 au groupe de combat GSPC (Groupe Salafiste pour la prédication et le combat) qui a ensanglanté l'Algérie dans les années 1990 – 2000. Selon Le Monde, l'AQMI serait responsable depuis 2007 de quelque 80 morts et plus de 320 blessés, principalement en Algérie mais aussi en Mauritanie et au Niger. On comprend que le Président Bouteflika ait tiré la sonnette d'alarme dans un discours public dès le 25 juin : « La région du Sahel devenue zone de repli des groupes terroristes présente de réelles menaces » ...Il y a de quoi s'inquiéter en effet, en constatant depuis 3 ans le nombre d'attaques, d'assassinats et de prises d'otages

dont ont été victimes, non seulement les forces nationales, mais des étrangers humanitaires, ou simplement touristes en Algérie, mais aussi Mauritanie, Mali ou Niger.... C'est à bon droit semble-t-il que Bouteflika a dénoncé aussi « les connexions de plus en plus fortes du terrorisme avec le crime transnational organisé, le trafic de drogues, d'armes et les prises d'otages »... Mondialisation ! Mondialisation !...

Jean Serjac ■



Vu à la télévision

BFM Tv du 18 mai

L'ASSASSINAT DES MOINES DE TIBERINE

Plusieurs chaînes privées ont passé tout ou partie de l'enquête qui a été réalisée sur cette affaire depuis les révélations du Général Buchwalter ancien attaché militaire à Alger au moment des faits jusqu'à la plainte de la famille de l'un des moines qui donne un motif officiel de relancer l'enquête. Le documentaire se borne à rappeler les thèses en présence de l'enlèvement attribué au GIA, des négociations par des services qui ont leurs intermédiaires dont le fameux Djamel Zitouni, disparu depuis...

jusqu'à la thèse de la bavure au cours d'une opération de l'armée algérienne : les prisonniers auraient été mitraillés par erreur, leurs têtes séparées des corps qui n'ont jamais été retrouvés et l'affaire plus ou moins étouffée pour ne pas compromettre encore davantage des relations avec l'Algérie toujours difficiles.

Les autorités en charge des affaires à l'époque ont été entendues et la levée du secret-défense autorisée devrait permettre, avec le recul du temps, de comprendre davantage le mécanisme et les erreurs qui ont permis ce crime.

L'apaisement sera sans doute trouvé dans le magnifique film de Xavier Beauvois, « Des hommes et des

Dieux » avec Lambert Wilson et Michael Lonsdale qui a obtenu le Grand prix du 63ème festival de Cannes et sortira en salle à la rentrée.

Inspiré de l'assassinat du 27 mars 1996, ce film qui dit-on reflète la vie apaisante du Monastère dans son intimité en dépit des horreurs qui se passent autour est sans doute le plus bel hommage qui pouvait être rendu au sacrifice des moines et à la sagesse qui inspirait leur conduite. ■



AUTOUR DU 18 JUIN 1940

Le 70^e anniversaire de la déclaration du 18 juin 1940, la volonté partagée des gouvernements britanniques et français et les formidables talents médiatiques qu'avaient déjà à l'époque des personnages comme Churchill et de Gaulle, ont permis de faire vivre et revivre une période captivante de notre histoire. Dommage que la Coupe du monde de football n'ait sans doute pas permis à la jeunesse, elle-même en période d'examen de voir davantage cette production.

Mais, comme le souligne le Figaro du 18 juin, les documents sont là. Et « De Gaulle passe du livre à iTunes » en donnant la liste des Top des albums, DVD et livres publiés sur De Gaulle. Quarante ans après sa mort, il reste le personnage le plus prisé de Français. Parmi les reconstitutions, celles de «Arte» qui ont fait revivre la drôle de guerre et la débâcle de 40 et celle de «France 2» sur «Le grand Charles» avec son arrivée à Londres et ses démêlés avec Churchill ont paru les plus réussies. Bernard Farcy, qui ne ressemble pas au modèle, campe un personnage tout à fait remarquable.

« Le monde a changé et le gaullisme est avant tout un pragmatisme » indique fort justement Jean-David Levitte, Conseiller diplomatique du Président Sarkozy, pour expliquer pourquoi celui-ci est si admiratif et « revient aux fondamentaux » (Le Figaro du 18 juin 2010). ■



Vu au cinéma

UN HOMME QUI CRIE

Film de Mahamat-Saleh Haroun, prix du jury au Festival de Cannes.



Il faut se réjouir de ce que le jury de Cannes, présidé par l'Américain Tim Burton, ait choisi de distinguer le film de Mahamat-Saleh. Cela faisait treize ans qu'un film africain n'avait pas été primé. Il a été présenté le 15 juin en privé au ministère des Affaires étrangères, dont Mahamat-Saleh, a été, à travers le « Fonds Sud Cinéma », dont il assurait la présidence jusqu'à cette année, un interlocuteur privilégié.

L'argument du film est simple : Adam, la soixantaine, ancien champion de natation, est maître nageur dans un hôtel de luxe de N'djamena. Arrivent les chinois qui rachètent l'hôtel et, même si ou parce que, son fils Abdel prend sa place, il vit comme une déchéance cette nouvelle situation. Son drame personnel se déroule sur fond de guerre civile. En effet, pour se défendre, le pouvoir fait appel à la population, le chef de quartier se montre exigeant, mais Adam n'a plus d'argent, il n'a que son fils. Cette relation père fils, dont Mahamat Saleh s'est fait une spécialité, est vue sous un autre angle, celui d'un monde im-



pitoyable qui le dépasse. Les différents acteurs, Youssouf Djaoro (Adam), Diouc Koma (Abdel), Emile Abossolo M'Bo (le chef de quartier), Hadjé Fatimé N'goua (Mariam), servent le scénario avec intelligence. Même s'il a été tourné en République centrafricaine, le film rend bien l'atmosphère de peur et de violence qui baigne cette partie de l'Afrique que Mahamat-Saleh a su faire sentir.

Même si « un homme qui crie » n'a pas reçu de la presse internationale la publicité qu'on pouvait attendre-mais on pourrait dire la même chose de «Oncle Boonmee» qui a remporté la Palme d'or- on peut espérer que sa sortie en salle, le 29 septembre prochain, viendra rattraper cette trop grande indifférence.

L'une des plus grandes difficultés que rencontre le cinéma africain étant l'absence de salles, on a appris, en marge du festival, qu'une salle moderne serait prochainement ouverte à N'Djamena. ■



Lu chez le libraire

Dragon de Cœur

Voyage au Viêt Nam sur la route mandarine

Olivier Page
Editions Lucien Souny, 2009
222 pages, 17€

C'est toujours un regret pour l'utilisateur que de ne pas savoir exactement qui est l'auteur de son « Guide du Routard », la politique de l'éditeur étant de faire seulement état d'un travail d'équipe. Olivier Page, c'est le grand, en haut à gauche de la photo de groupe qui orne chaque volume. Né en 1956 en Bretagne, il est spécialisé dans l'Asie du Sud-Est. On lui doit notamment le guide « Vietnam », pays où il retourne périodiquement pour la mise à jour des rééditions et qu'il préfère écrire en deux mots comme cela se fait toujours là-bas –fidélité au quôc ngu oblige. Avoir épousé une Vietnamiennne et être le père de deux enfants binationaux l'aide bien dans l'exercice de son métier.

Sans doute est-il un peu frustrant pour les rédacteurs de la bible des globe-trotters de devoir toujours s'exprimer dans un cadre formaté, encore qu'il autorise quelques libertés de style et de jugement, facilement perceptibles pour l'adepte de la collection. Alors, Olivier Page a eu envie de s'exprimer à titre personnel. Il le fait dans un récit regroupant une série de portraits et de rencontres tout au long de l'ancienne route Mandarine chère à Roland Dorgelès.

Cela commence à Hanoi, qui, « à la différence de Saigon, conserve un formidable patrimoine d'époque coloniale ». Avec Olivier Page, on y fait connaissance du docteur Hai « coiffé d'un béret basque », archétype du vieux monsieur qui a appris le français au lycée Albert-Sarraut, mais qui a fait son devoir comme médecin dans l'armée nord-vietnamienne. Quand la paix est revenue, en 1975, il a retrouvé sa maison traditionnelle et y a aménagé un petit hôtel ouvert aux routards du monde entier. Son fils Nam, 37 ans, licencié ès-lettres françaises, dirige une PME. Un Vietnamiennne à des années-lumière des anciens, ce Nam. Comme Nguyen Trong Hieu, né à Hanoi en 1976, diplômé de la Hanoi Civil Engineering University, directeur d'une entre-

prise de meubles et propriétaire du « Cool Bar », enseigne qui est tout un programme, à deux pas de l'ancien opéra français.

Les femmes ont changé au Tonkin, plus encore que les hommes. « Les mères se sont battues, kalachnikov à la main, dans le maquis ou l'armée régulière. Elles ne pensaient pas à leur propre beauté, mais à la beauté patriotique du pays, à la victoire. Les plus beaux enfants de ces femmes inusables n'ont plus à se battre. Dans le Viêt Nam en paix, les jeunes filles gâtées par la nature peuvent jouir de leur vie individuelle, elles peuvent poser pour des magazines de mode.» Voici donc Miss Hang, directrice de l'agence Elite qui compte une centaine de mannequins sélectionnées selon des critères occidentaux (1,65m au minimum).

Ou mademoiselle Duong, célèbre sur internet pour ses atouts dans l'élection de Miss Viêt Nam. Olivier Page la fait parler au « Highlands Café ». A 18 ans, elle se destinait à la musique, élève à « l'école des Beaux-Arts de l'armée ». Remarquée par les gradés pour son « sourire capable de renforcer le moral des troupes », elle entre chez Elite. Son grand homme reste Ho Chi Minh, mais son film préféré est « Autant en emporte le vent » : délicieuse fraîcheur! Petite bifurcation vers la baie d'Ha Long (Along), dans la famille Bao, dont le patriarche, né en 1908, était parti chercher fortune en Nouvelle-Calédonie et qui se singularisa par un retour

au Nord-Vietnam communiste, en 1963, avec dix enfants de nationalité française car natifs d'un territoire d'outre-mer ! Monique, une des femmes du clan, a travaillé pour la Communauté européenne, dont un des programmes visait, dans les années 1990, à réintégrer des boat people retour au pays. Un événement inattendu la changea de sa « routine » en 1991. Régis Wargnier profitait du début de la politique d'ouverture pour tourner « Indochine ». Il fallait une guide-interprète pour Catherine Deneuve. Monique fut choisie. Elle qui songeait à se réinstaller en Nouvelle-Calédonie, elle comprit, grâce au film, que le Vietnam était sa vraie patrie.

L'orphelinat Kim Long des sœurs de Saint-Paul de Chartres à Hué est mentionné dans le « Routard » depuis 1994, année où Pierre Josse, rédacteur en chef et prédécesseur de Page sur place, le découvrit. Il demanda aux routards de remettre leurs médicaments non utilisés aux sœurs. Il fut entendu au-delà de toute espérance. Depuis, une



visite à sœur Chantal Vu Thi Tho, directrice de l'institution, s'impose à chaque passage de Page dans la capitale de l'Annam. La dernière fois qu'il l'a vue, elle échangeait des courriels avec un directeur informatique à Bruxelles, ancien routard peu porté sur la religion mais apôtre de l'humanitaire. Les bienfaiteurs des missions catholiques ne sont plus ce qu'ils étaient !

Bien d'autres rencontres insolites et instructives ponctuent la « Mandarine » jusqu'à Saigon. On reste sur sa faim dans le sud, parce que l'éditeur a coupé dans les pages relatives au Delta. Ces coupes n'ont pas aidé Olivier Page, dont le livre figurait dans la sélection finale pour le prix Joseph Kessel, décerné fin mai au Festival Etonnants Voyageurs de Saint-Malo. Florence Aubenas lui a été préférée. Il serait bien que la prospère maison Hachette, propriétaire du « Routard », lance une collection distincte permettant aux rédacteurs du guide de vider complètement leur sac de voyageur.

Jean de La Guérvivière ■

Voyage en postcolonie

Le Nouveau Monde franco-africain

Stephen Smith

Grasset, 2010 - 330 pages, 18,50€

Citoyen américain, Stephen Smith, futur « africaniste » aux quotidiens « Libération » et « Le Monde », commença à apprendre le français à Agadès, en faisant de l'auto-stop, ou plutôt du camion-stop, au Sahara. On était en 1975 et il avait 19 ans. Bien lui en prit, puisque la maîtrise de cette langue lui a permis de publier, seul ou en collaboration, une quinzaine d'ouvrages qui, de « La Guerre du cacao en Côte d'Ivoire » (Calmann-Lévy, 1990) à « Sarko en Afrique » (Plon, 2008), ont tous fait du bruit. Parti du « Monde », devenu enseignant dans une université des Etats-Unis, il a renoué avec sa jeunesse aventureuse en faisant, pendant l'été 2009, un voyage en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Sénégal, au Congo et au Gabon. Son but ? Chercher ce qu'il reste de l'empreinte française dans des territoires en pleine mutation, la « Françafrique », au sens d'un réseau d'intérêts économiques et de compromissions politiques, étant morte à ses yeux, si elle a jamais existé.

Comme souvent chez Stephen Smith, l'essayiste, le journaliste d'investigation et l'écrivain voyageur alternent dans les mêmes pages. Disons-le tout net : en l'espèce, la partie « journal de marche » est si réussie qu'on en vient à regretter qu'il n'ait pas carrément choisi son genre en réduisant au minimum la mise en perspective historique et la réflexion géopolitique. L'auteur « mêle l'Histoire aux histoires », indique l'éditeur en quatrième de couverture. In-



dispensables pour être compris d'un grand public de plus en plus ignorant en matière de colonisation et de décolonisation, certains rappels paraîtront superfétatoires aux lecteurs d'AROM. Cela ne doit pas les détourner d'un homme dont l'honnêteté intellectuelle s'allie avec un humour n'appartenant qu'à certains « Anglo-Saxons » – on pense à

Nigel Barley à cette lecture.

« J'ai voyagé, dit Smith, en n'empruntant que des moyens de transport en commun : l'avion pour rallier les points de départ de mes périodes régionales ; des taxis-brousse aussi souvent que de autocars ; des motos-taxis, plus fréquemment que je ne l'aurais voulu. Il s'agissait surtout d'aller à la rencontre d'Africains ordinaires, sans fuir personne, pas même des présidents. » Sans carte de presse, cette rencontre-là devient moins aisée, constate-t-il quand Moussa Dadis Camara, capitaine-président de la Guinée, le fait lambiner. L'ancien journaliste sait très bien que les « interviews présidentielles » sont généralement sans intérêt mais il persiste à attendre. Ce qui l'intéresse pour de bon, c'est l'ambiance dans l'entourage. Finalement, il n'y aura pas d'interview. On s'en passe volontiers puisque sa quête nous vaut des scènes de genre inénarrables.

Ce n'est pas par pur masochisme que l'ancien reporter en notes de frais a choisi un mode de locomotion inhabituel pour un Blanc de son âge et de sa condition. D'instinct, il sait qu'il donnera son meilleur en se mettant dans des situations « limites ». D'où, entre Cameroun et Congo, une chevauchée en deux-roues sur des pistes hantées par des pygmées certes francophones mais fâcheusement ivres. Ou encore une odyssée ferroviaire dans les wagons l'ancien « Congo-Océan » dont chaque arrêt donne lieu à « un assaut général, par les fenêtres plus souvent que par les portes ». Une autre épreuve instructive est l'entrée dans un pays par un poste frontière terrestre éloigné de la capitale. Le passage de Doussala, au Gabon, demanda le plus d'intrépidité. Même un SMS envoyé à Robert Bourgi, en désespoir de cause et par exception à la règle du jeu, se révéla inopérant malgré une réaction immédiate du destinataire, bien en cour à la présidence gabonaise.

Ce « retour » sur un « pré carré » longtemps parcouru par le journaliste est aussi un voyage initiatique dans une Afrique nouvelle. Ses réflexes d'ancien reporter conduisent l'universitaire aux bons endroits. Par exemple à Kayes, capitale de l'immigration malienne en France. Il

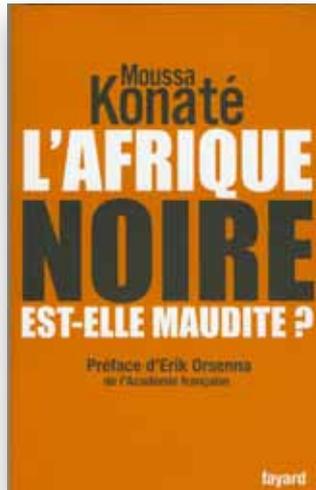
y trouve un « monument énigmatique », trois cubes blancs empilés sur une place publique avec cette inscription : « Kayes aux martyrs et victimes du colonialisme ». Embarras des candidats au départ quand il leur pose la question vache : « Que savez-vous des crimes coloniaux ? » Pas grand-chose, sauf par ouï-dire : « Nous les jeunes, on veut simplement vivre. »

Stephen Smith avait consacré au fleuve Congo un livre mélangeant les mânes de Mobutu, de Stanley et de Brazza. On n'est donc pas étonné qu'il fasse un pèlerinage au monument inauguré par le président Sassou N'Gusso le 3 octobre 2006, en mémoire du père fondateur de la capitale congolaise, transformé « en pèlerin du progrès humain, en héros aux pieds nus ». A l'époque, la presse française avait signalé l'événement sans prendre la peine d'enquêter sur le pourquoi et le comment de cette bonne manière apparemment faite à l'ancienne puissance colonisatrice. L'enquêteur reprenant le dessus, la visite aux restes de Brazza, « rapatrié » près du fleuve, nous vaut de belles indiscretions sur les dessous de l'affaire.

Le tableau du « Nouveau Monde franco-africain » n'est pas réjouissant. Malgré une créativité langagière intacte (« Va parler ça à l'ONU » pour « cause toujours tu m'intéresses »), la francophonie se porte moins bien qu'on ne le dit dans les colloques. A preuve, la chute vertigineuse des ventes locales du « Monde » : une trentaine d'exemplaires par jour en Côte d'Ivoire, contre 4 000 en 1999 ; une cinquantaine au Cameroun. Un jour, un Africain auquel Smith demandait pourquoi il portait des lunettes sans verres lui répondit joliment qu'il s'agissait de « lunettes de beauté ». Cela le pousse à écrire que « dans le même sens, Dakar possède une gare de beauté » : l'ancien point de départ de la ligne pour Saint-Louis, avec sa façade de céramiques classée « patrimoine de l'humanité » par l'Unesco. Aujourd'hui, il n'y a quasiment plus de train en partance et la façade s'effondre, bien que sa rénovation eût été annoncée avant le 3^e Festival des Arts nègres, « peut-être pour mieux réfléchir sur le rapport entre une gare ferroviaire et l'art nègre ». La capitale de l'ancienne AOF se dégingle, colonisée par des marchands chinois, « un portable collé à l'oreille comme si c'était une prothèse auditive ».

Pourtant, le paradoxe de ce livre c'est qu'il est souvent gai. Il me donne envie d'y retourner voir. Rien que pour entendre la réplique superbe d'un agent congolais auquel Smith se plaignait de l'arbitraire administratif à l'égard du voyageur étranger : « Mais, monsieur, vous devez souffrir avec nous. »

Jean de La Guérvrière ■



L'Afrique noire est-elle maudite?

Moussa Konaté

Fayard 2010

Parmi les nombreux ouvrages publiés sur l'Afrique en cette année de commémoration des indépendances africaines, celui de Moussa Konaté tranche par sa double originalité pédagogique et culturelle. Il n'est pas question pour l'auteur, dont il faut souligner combien l'écriture est lumineuse, de s'appesantir sur les malheurs de l'Afrique ou les raisons d'espérer au plus près des réalités du continent mais, bien plutôt, de comprendre de l'intérieur ce qui fonde la spécificité africaine, le primat du groupe social sur l'individu et la référence aux ancêtres comme fondement de la société.

A partir de ce point de départ qui éclaire les comportements des individus et l'importance qu'y tient le lien social, l'essayiste s'applique à décrire et expliquer les blocages qu'ont subis les sociétés africaines du fait de la traite négrière et de la colonisation, blocages qui les ont amenées à se replier sur elles-mêmes. Il en résulte des perversions et des effets de mimétisme qui coupent les élites de leur peuple et engendrent cette victimisation et cette impuissance souvent dénoncées par les intellectuels, sans que cela conduise à la renaissance attendue.

Dans la troisième partie de son livre, Moussa Konaté, fidèle à son approche culturelle, pose le problème des nécessaires libertés individuelles dans un contexte social contraignant « Quels individus pour quelles sociétés ? » Il propose, pour sortir des dilemmes et impasses actuels, l'éducation par l'école comme seule ouverture possible vers un avenir meilleur. Non pas l'école léguée par les colonisateurs mais une école revalorisée-où les langues locales prennent toute leur place- qui soit à la fois apprentissage de la vie d'homme et formation des esprits aux exigences de l'engagement social dans le respect des valeurs essentielles de l'africanité.

On comprend alors combien la démarche de cet Africain éclairé, préoccupé par l'avenir de son continent, est stimulante: elle est tout d'abord humaniste et soucieuse de s'enraciner dans une culture historique de véritable solidarité et, en même temps, ouverte à tout ce que peuvent apporter de mieux la mondialisation et le progrès des savoirs dès lors qu'ils sont mis au service d'une conception de l'homme imprégnée des valeurs africaines.

Tous ceux qui, comme Erik Orsenna, le préfacier de ce beau livre, s'interrogent sur les raisons et la nature de mutations difficilement compréhensibles par des esprits

occidentaux trouveront dans cet ouvrage de quoi alimenter leur réflexion, en dehors des stéréotypes habituels, et asseoir sur des bases solides leur appréciation des évolutions actuelles en Afrique sub-saharienne. L'Afrique noire est-elle maudite ? Laissons le soin au lecteur d'en décider. Gageons en tout cas, qu'il se fera une autre idée de l'Afrique et des Africains après avoir suivi Moussa Konaté dans sa présentation de la malédiction.

Jean-Loïc Baudet ■

De la case africaine à la villa romaine

Un demi-siècle au service de l'Etat

Alain Pierret

L'Harmattan 2009 - 489 pages - 43€

Comme l'indique son sous-titre, cet important ouvrage est non seulement la biographie d'un éminent diplomate, membre d'AROM, mais une série de souvenirs et de réflexions sur les différents postes où il est passé et les situations qu'il a vécues.

Quatrième de sept enfants, Alain Pierret appartient à une double lignée d'officiers catholiques qui a servi à travers le monde. Son père, lieutenant de sapeurs-pompiers à sa naissance, après avoir servi au Maroc et à Valence, se trouve en poste à Paris au moment où éclate la seconde guerre mondiale. Il suivra en témoin bouleversé le 16 juillet 1942 la rafle du « Vel' d'Hiv' ». Pensionnaire à Meaux, le jeune Pierret connaît à quatorze ans le « tourbillon de la libération », puis est élève à Sainte-Croix de Neuilly où il passe son bac, avant de préparer Colo à Louis-le-Grand. Il intégrera l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer (ENFOM) en 1950, découvrant des maîtres prestigieux comme Charles-André Julien ou Senghor. Il découvrira le Togo et les Kabré au cours de son stage de première année. Préférant l'Extrême-Orient au Maghreb, il choisit d'effectuer son service militaire dans la marine et connaît « les derniers jours tragiques de l'Indochine ».

Revenu à Lomé en 1955 (il rappelle que c'était aussi en avril la Conférence de Bandung), Alain Pierret épouse Jacqueline Nanta, fille d'un ingénieur agronome de l'ORSTOM qu'il ramène à Lama Kara, dans le nord du pays au moment où le Togo s'agite avec les prémices de l'indépendance et le rôle du Premier ministre, Sylvanus Olympio.

Ayant évité l'Algérie en 1955, Alain Pierret souhaitera en

faire l'expérience en 1959 par goût de ses aïeux pour ce pays et convaincu que son indépendance, inéluctable, est prochaine. Il sera pendant deux ans adjoint au sous-préfet de Ghardaïa, dans cette région à la culture aussi exceptionnelle qu'originale du M'Zab. En cours d'intégration au Quai d'Orsay, Alain Pierret se voit, au lendemain du putsch d'avril 1961, nommé sous-préfet d'In Salah où il découvrira la culture des grands nomades, Arabes chaambas ou Berbères touaregs. Il tournera la page de sa jeunesse coloniale en présidant, en uniforme d'administrateur, le dernier 14 juillet (1961).

L'affectation des Pierret à Freetown montre bien l'aspect précaire des conditions de vie dans ces pays d'Afrique anglophone récemment indépendants, en dépit d'une visite de la Reine. L'Afrique du sud de Verwoerd, avec sa double implantation de l'ambassade à Pretoria et au Cap et en dépit de l'apartheid, et du « petty apartheid » de tous les jours, a permis au couple de découvrir un pays passionnant avec le procès de Rivonia, le début d'actualité de Mandela. Le retour en France, par bateau, se fit à bord de l'« Africa » jusqu'à Trieste.

Revenu à la direction Afrique du Ministère, Alain Pierret y traite des problèmes chauds du moment comme le Biafra. Il pose sa candidature pour Moscou en se mettant, avec son épouse, à l'étude du russe. Il découvre un pays immense, la « gens sovieticus », un autre fonctionnement d'ambassade, d'autres équipes, d'autres mœurs. De retour à Paris pour raison de santé, il bénéficie de l'excellent souvenir laissé à Moscou, notamment auprès de Roger Seydoux, pour se voir confier dès le début le dossier de la CSCE. Il en sera la petite main de 1972 à 1975 avant de partir à Belgrade, affectation généralement appréciée, où il plongera dans le non-alignement. Il sera le second de

trois ambassadeurs successifs. De cette expérience d'une dizaine d'années dans le monde soviétique et à Belgrade, Pierret rapporte en une centaine de pages une série de souvenirs, d'analyses et d'anecdotes que les spécialistes apprécieront.

Nommé ambassadeur à Niamey en 1980, à cinquante ans, Alain Pierret, après la diplomatie classique d'Europe de l'Est, retrouve « les sables mouvants de la politique française ». Cette affectation coïncide avec l'entrée en scène des socialistes qui, plus encore en Afrique que sur d'autres continents, estiment que les ambassadeurs sont inféodés au régime précédent. Enseignants et militants locaux ont leurs antennes à Paris et mettent de

l'huile sur le feu. Les communications restent difficiles. En dépit de l'uranium et de son griot, le Colonel-Président Kountché se débat avec « Amnesty international » et des fins de mois difficiles. Mais c'est avec la visite annoncée en 1982 du Président Mitterrand que prend place une histoire



vraie qui a fait le tour des milieux politiques de l'époque et, dans une certaine mesure, la fortune diplomatique d'Alain Pierret. En effet, il sera évincé de son poste quelques jours avant la visite à la suite d'un concours de circonstances aussi injuste que rocambolesque qu'il décrit dans son livre. L'incident lui valut d'occuper, quelques mois après, justice lui étant rendue, le poste envié de directeur des Nations Unies et des organisations internationales où il restera jusqu'en 1986

Cette voie directe vers les grands postes délicats devait le mener successivement en Israël, en Belgique, pays toujours compliqué avec ses querelles linguistiques, puis l'« apothéose » d'être nommé ambassadeur auprès du Saint-Siège, en résidence à Rome dans la magnifique villa de Pauline Bonaparte.

Alain Pierret consacre deux cents pages de son ouvrage à cette triple expérience à travers des chapitres comme « la

France et le machin » et la politique française qui se voulait équilibrée au Proche comme au Moyen-Orient. Il n'a jamais caché l'admiration qu'il vouait aux intellectuels et artistes juifs ni à Jean-Paul II et à la diplomatie vaticane. Il n'avait pas épuisé ces sujets au moment de prendre sa retraite puisqu'il a présidé le Conseil interministériel pour l'alimentation et l'agriculture et participé pendant trois ans à la mission d'étude sur la spoliation des juifs de France pendant l'occupation, dite commission Mattéoli.

L'ouvrage se termine par une lettre adressée par l'ancien ambassadeur de France qu'est Alain Pierret à Ariel Sharon, alors Premier ministre d'Israël, traduite en hébreu et publiée en mars 2002 par Haaretz. Témoignage émouvant de celui qui est considéré au Quai d'Orsay, comme le meilleur ami d'Israël.

Raymond Césaire ■

Les ingénieurs des ponts au service de l'Afrique

Témoignages 1945-1975

coordonné par Jacques Bourdillon
L'Harmattan, avril 2010 – 601 pages

Cet ouvrage, tout récent, a été présenté à l'Harmattan le 10 avril par Jacques Bourdillon et bon nombre des quinze auteurs des témoignages publics, en présence d'amis et collaborateurs en Afrique pendant la période visée ainsi que les deux présidents d'ARRI et d'AROM. La période 1945-75 c'est celle d'avant, pendant et après 1960 année de l'indépendance des pays d'Afrique noire, indépendance dont la France célèbre avec faste cette année-ci le cinquantième anniversaire.

Préfacé par Robert Bonnal, ancien patron incontesté du corps des Ponts et Chaussées coloniaux (les X pont colo) avec lequel il avait su instaurer un esprit de service et de solidarité exceptionnel, selon l'expression de Bourdillon.

Ce livre de témoignages n'est pas seulement un hommage aux activités professionnelles des ingénieurs du corps dans l'administration des différents pays mais aussi un rappel envers tous ceux- fonctionnaires ou privés qui ont collaboré ensemble pour réaliser des équipements pérennes et efficaces dans les pays du champ de la coopé-

ration ; l'ouvrage concerne en effet aussi les outils décentralisés comme le BCEOM, l'ASECNA ou le SMUH, ou encore les filiales de la caisse dépôt : SEDES et surtout SCET international présente dans tous les pays visés.

Le livre relate les témoignages par grands domaines d'activités : les transports, les villes, les aménagements ruraux en les regroupant le plus souvent par pays, Maroc, Algérie,

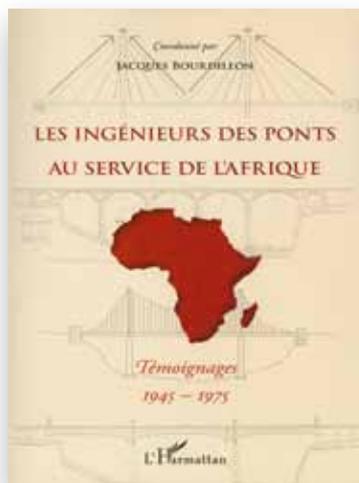
Tunisie, d'Afrique du Nord, Guinée, Côte d'Ivoire, Sénégal, pays du Sahel, d'Afrique noire et Madagascar.

Plus qu'en un inventaire les auteurs expriment leurs réflexions leur jugement sur la valeur, l'intérêt, l'opportunité des organisations, des ouvrages des aménagements réalisés surtout et évoquent les perspectives ouvertes pour l'avenir après les indépendances, cet avenir est enrichi par la formation des techniciens du bâtiment, de l'urbanisme, du rail, de la route, de l'aviation ou de l'hydraulique qu'ils ont su transmettre à leurs camarades africains. N'est-il pas intéressant de savoir comme le rappelle Jacques Bourdillon que le dernier annuaire de l'ENPC (Ecole Nationale

des Ponts et Chaussées) comporte le nom de 360 anciens élèves d'Afrique du nord (dont 230 marocains), 52 des pays d'Afrique noire plus 13 malgaches...

En résumé un ouvrage passionnant à lire par ceux qui ont connu – et aimé – l'Afrique, qu'ils soient techniciens ou non.

Serge Jacquemond ■



10 mai 2010.

Commémoration du 5^e anniversaire de la journée des mémoires de l'esclavage, de la traite et de leurs abolitions.

Le 10 mai est la journée des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions depuis 2006, sur proposition du comité pour la mémoire de l'esclavage. Comme l'indiquait le Président de la République dans son allocution du 30 janvier 2006, le 10 mai «honore le souvenir des esclaves et commémore l'abolition de l'esclavage».



Brice Hortefeux et Gérard Larcher, président du Sénat, avec Françoise Vergès et Marie-Luce Penchard, Ministre de l'Outre-mer.

La France est le premier Etat et demeure le seul qui à ce jour ait déclaré la traite négrière et l'esclavage «crime contre l'humanité», elle est également le seul Etat à avoir décrété une journée nationale de commémoration. Le 10 mai est la date anniversaire de l'adoption à l'unanimité par le Sénat, en deuxième et dernière lecture, donc de l'adoption définitive par les élus du peuple, de la loi de 2001 reconnaissant la traite et l'esclavage comme un crime contre l'humanité.

Comme chaque année, le Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage que préside François Vergès a patronné un certain nombre de manifestations à Paris et en province autour de cette date.

Le 7 mai avait été présenté dans le cadre de ces manifestations au Musée du Quai Branly le film sur « les esclaves oubliés de Tromelin » dont il est rendu compte dans la première partie de ce bulletin.

Le dimanche 9 un spectacle intitulé « musique et littératures des mondes de l'esclavage » de même que la réalisation d'une œuvre de 12 artistes graffeurs intitulée MEMORIXX, en lien avec la mémoire de l'esclavage ont été présentés dans les Jardins du Luxembourg.

La manifestation la plus officielle du 10 mai, avec les élus et invités de l'outre-mer et de la République, s'est déroulée

comme les précédentes dans les Jardins du Luxembourg. Elle a été présidée cette année par le Ministre de l'Intérieur, M Brice Hortefeux et le Président du Sénat. Les discours et intermèdes qui avaient pour thème « le cri et l'écrit » ont été suivis de l'inauguration d'une exposition temporaire intitulée « traite, esclavage et abolitions » présentée sur les grilles du jardin avant la réception habituelle.

Enfin, en clôture des manifestations officielles, la version française inédite du film « Les Routes de l'esclave : une vision globale », réalisé dans le cadre du projet « La Route de l'Esclave » de l'UNESCO, a été projetée au Centre Malesherbes (Paris XVII^e).

Le Maire de Paris, M. Bertrand Delanoë, a été représenté par Mme Pau Langevin à la cérémonie de la Ville de Paris, organisée officiellement pour la première fois Place du général Catroux (en face du bureau d'AROM) le lundi 10 mai en hommage au général Dumas. Une chorale d'enfants accompagnait la cérémonie.

En province, c'est Bordeaux qui s'est distingué avec une intervention très remarquée de son maire qui a rappelé tant le rôle pris par la ville dans la traite que celui de l'actuelle municipalité pour en conserver l'histoire inscrite dans son patrimoine. ■



Monument à la mémoire de l'esclavage, Place du Général Catroux, devant le bureau d'AROM

Hommage aux Forces Noires

Les Forces Noires ont fait partie de la Nation française et elles ont combattu pour elle ou avec elle pendant deux siècles. Elles ont constitué l'élément à la fois stable et dynamique de la formation des jeunes Etats africains auxquelles elles ont apporté, cohésion et revenus avec la place prise par les anciens combattants et leurs associations. En cette période de commémoration de la campagne de France, de l'appel du 18 juin et du cinquantième des indépendances, il était normal que les Armées de ces pays, aussi attachées que la nôtre à ces souvenirs communs, soient mises à l'honneur. Au-delà des polémiques, il faut voir ces relations entre « frères d'armes » comme une culture commune. La plupart des Etats ne s'y sont pas trompés et ont érigé des monuments ou construit des musées pour rappeler ce passé commun.

AROM a été invitée à participer à diverses cérémonies en France et a demandé à plusieurs de ses adhérents de représenter l'association. A Paris, c'est Hubert Falco, Secrétaire d'Etat à la Défense et aux anciens combattants, qui a



Hubert Falco

donné le 13 avril, dans le salon d'honneur du ministère de la défense aux Invalides, le coup d'envoi des manifestations. Il était entouré pour l'occasion de Jacques Toubon, Secrétaire général des indépendances, de hautes personnalités comme Yves Guéna, de l'Etat major des Armées et les attachés de défense des pays concernés. Après une présentation des différentes actions de communication en

cours par Eric Deroo, auteur avec Sandrine Lemaire et Antoine Champeaux d'une série d'ouvrages sur les tirailleurs et leur histoire, un très bel hommage a été rendu à la Force Noire par le Secrétaire d'Etat et Jacques Toubon, avant une chaleureuse réception.

Voici quelques extraits du discours du Secrétaire d'Etat :
 « Pendant cent ans, depuis la création des premiers corps de tirailleurs sénégalais en 1857 par Napoléon III, jusqu'aux années soixante, ils ont servi la France avec loyauté, courage et abnégation... leurs victoires et leurs défaites furent toujours celles de la France... Aujourd'hui, cinquante ans après le mouvement légitime qui inspira aux peuples d'Afrique d'accéder à l'indépendance, nous restons fiers de ces hommes là... et nous mesurons l'importance du devoir qui est le nôtre, veiller à la mémoire des tirailleurs comme des fils veillent à la mémoire de leurs pères... c'est la mémoire de Mamadou Racine Sy, le premier en 1884 à être promu officier, de Charles N'Tchoréré, capitaine d'infanterie, fusillé en 1940 parce qu'il avait



demandé à être traité comme un officier, du sous-lieutenant Koudoukou, héros de Bir Hakeim et premier Compagnon de la libération... Lorsque la France s'est trouvée au bord du Gouffre, lorsque la République sembla elle-même défaillir, c'est sur la terre d'Afrique qu'elle est venue chercher le recours... Il y a soixante dix ans, ils avaient vingt ans, ils venaient de tous les pays d'Afrique, ils avaient rejoint, l'Armée d'Afrique, la Division Leclerc ou la 1ère Armée. Ils avaient l'âge où l'on a d'autres rêves que d'aller mourir sur une terre lointaine. Ces hommes sont l'honneur de l'Afrique toute entière. Ces hommes sont l'honneur et la fierté de la France... Mais ces célébrations ne sont pas uniquement tournées vers le passé.. Les liens entre la France et l'Afrique et tout particulièrement les liens de nos armées sont des liens présents et vivants... La présence de détachements des forces armées africaines sur les Champs Elysées, leur défilé devant leurs aînés, anciens combattants de l'Armée française, sera une image forte de cette année 2010. »



Carte postale éditée au Congo en 1944

Plusieurs pays dont le Sénégal ont préparé ou publié, en liaison avec leurs agences de communication, des manuels scolaires, des films et des DVD qui seront diffusés au moment ou à partir des commémorations des indépendances.

Les dépêches de Brazzaville ont donné le ton en matière d'édition puisque, à partir de l'ouvrage initial sur l'histoire des tirailleurs, a été tirée, avec les Editions du seuil, une version comportant un chapitre supplémentaire intitulé « mon Congo ». Elle est destinée plus spécialement aux scolaires et décrit, depuis « le sergent Malamine » en passant par la geste gaullienne et la Conférence de 1944, la spécificité congolaise dans cette histoire. ■

70^e ANNIVERSAIRE DE L'APPEL DU 18 JUIN

L'appel du 18 juin aura fait l'objet d'une double commémoration pour son soixante-dixième anniversaire, à Londres, au siège historique de la BBC, puis au QG du général et au lycée Charles de Gaulle, avant les traditionnelles cérémonies à Paris et, notamment, au mont Valérien.

70^e anniversaire de la campagne de France

La participation des Troupes coloniales

Général (2s) Gilbert Chavannes

En hommage aux combattants de 1940, la Fédération Nationale des Anciens d'Outre-Mer et Anciens Combattants des Troupes de Marine (FNAOM-ACTDM) et l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONAC) ont célébré, le 12 juin dernier, dans l'Oise devant la stèle du Bois d'Eraine et face à la nécropole de Cambronne-Lès-Ribecourt, puis sous l'Arc de Triomphe de l'Etoile, le 70^e anniversaire de la Campagne de France.

Malgré la défaite de juin 1940 dont chacun sait aujourd'hui que face à la poussée allemande elle sanctionna notamment le dispositif trop statique des forces alliées, il était juste et bon d'honorer les soldats français qui, se battant jusqu'au sacrifice suprême, perdirent 100 000 tués au cours des 45 jours de campagne.

Parmi les forces combattantes, les 8 divisions d'infanterie coloniale – sur les 94 divisions que comptait l'armée française – eurent 28 000 tués soit plus du quart des pertes totales « *ce qui prouve, rappela le Général Lang, Président de la FNAOM-ACTDM, que nos coloniaux et nos tirailleurs affrontèrent l'ennemi avec la plus grande détermination et un courage exemplaire* », d'où la rage des troupes nazies à leur rencontre.

Les tirailleurs étaient, en effet, à cette époque, les soldats africains, malgaches et indochinois formés hors du territoire métropolitain et encadrés par des Français. Et c'est le 21 juillet 1857 que Napoléon III et le Général Faidherbe ont créé la première unité de « tirailleurs sénégalais ». Cette appellation par la suite fut étendue à toutes les unités d'Afrique occidentale et équatoriale. Ainsi par exemple, le RTST ou Régiment de Tirailleurs Sénégalais du Tchad, celui-là même qui participa avec le Général Leclerc à la prise du Fort de Koufra en mars 1941, était composé de Saras, Bananas, Adjerais et autres ethnies purement tchadiennes.

La célébration, le 12 juin, de ces terribles combats de nos coloniaux et de nos tirailleurs a été heureusement conjuguée avec le 50^e anniversaire de l'indépendance des pays d'Afrique francophone.

Elle aura précédé la cérémonie du 14 juillet où, en parallèle au sommet des 14 chefs d'Etat africains, des contingents, des armées de ces ex-colonies françaises

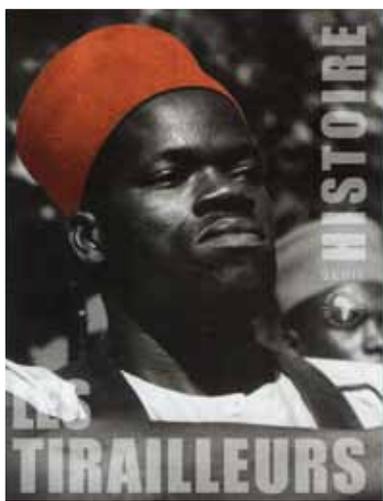


Hommage aux coloniaux et aux tirailleurs

participeront, aux côtés de nos formations des armées de Terre, Air et Mer au défilé traditionnel sur les Champs-Élysées.

Nul doute que, dans ces contingents africains, servent aujourd'hui de nombreux descendants de tirailleurs d'autrefois, de ceux qui furent nos frères d'armes. La plupart d'entre eux sont toujours formés dans nos écoles jusqu'à l'échelon supérieur du Collège Interarmées de Défense (CID)* où ils étudient de concert avec leurs camarades français brevetés de l'Ecole de Guerre.

C'est avec une profonde sympathie et une certaine nostalgie que, le jour de notre Fête Nationale, nous verrons leurs troupes fièrement passer devant nous avec une grande satisfaction d'apprendre que les pensions des anciens combattants d'outre-mer devraient être enfin alignées sur celles de leurs camarades de métropole. ■



* Si vous souhaitez parrainer un Officier Supérieur étranger, stagiaire à l'Ecole Militaire pendant un an, adressez-vous en vous recommandant de AROM au Lieutenant FOY du C.I.D. (Tél : 01 44 42 56 68). Le collège reçoit actuellement les officiers de 70 pays.

Le souvenir des anciens d'Indochine commémoré à Dinan.

Dinan est une ville française qui maintient avec constance ses liens anciens avec l'ex-Indochine. Le souvenir toujours vif d'Auguste Pavie, ville où il est né, y contribue évidemment.

C'est dans cet esprit qu'une cérémonie officielle co-présidée par le Préfet des Côtes d'Armor, le Maire de Dinan et le Général Commandant les Ecoles de St Cyr-Coëtquidan, a

été organisée le 8 juin 2010 à l'occasion du dixième anniversaire du « Monument Indochine », de facture authentiquement vietnamienne, érigé au cœur de la cité. AROM était représentée par Jean Jérusalémy.

La veille, le 7 juin, un colloque avait été programmé sur le

thème général du drame de Dien Bien Phu. Les intervenants, tous militaires plus ou moins rescapés du désastre, ont évoqué et ravivé des souvenirs forcément émouvants. On aurait souhaité qu'eût été réservée une intervention relative à l'environnement politique et social de cet événement majeur. Notons quand même une brève évocation des souffrances endurées de leur côté par les assaillants vietnamiens.

D'autre part, au cours de son exposé sur l'évolution de la formation des élèves des écoles de St Cyr-Coëtquidan, le général adjoint au commandant des écoles a insisté sur la place attribuée aux problèmes « humains » dans l'instruction des futurs officiers. Il a rappelé en outre l'attrait persistant des écoles françaises pour les stagiaires étrangers parmi lesquels figurent notamment deux vietnamiens.

Afin de marquer ce 10^e anniversaire, le « Comité du Monument Indochine » a participé à la parution d'un superbe ouvrage édité par le Pays de Dinan, (Association d'édition de la bibliothèque municipale) : « Les bataillons Thaïs en Indochine ». Ce livre, initié par le centre de recherche des Ecoles de St Cy-Coëtquidan évoque une page méconnue de la participation des minorités Thaïs aux combats de la guerre d'Indochine, y compris, bien sûr, à l'ultime épreuve de Dien Bien Phu. Faisant le bilan de la chute du camp retranché, les auteurs écrivent cette dernière phrase peu glorieuse : « On ignore, en revanche, ce que sont devenus les tirailleurs thaïs (des trois bataillons : B.T1 – B.T2 – B.T3) prisonniers : combien d'entre eux ont survécu ? Quelle a été la durée de leur internement dans ces camps de rééducation ? »

Jean Jérusalémy ■



Monument d'Indochine à Dinan

La mort du dernier centurion

Le général le plus décoré de l'Armée française, « Bigeard », s'est éteint le 18 juin à 94 ans à Toul, la ville où il était né et dont il avait été le député lors de son passage dans la vie politique. Des obsèques religieuses se sont déroulées à Toul le 21 juin auxquelles ont assisté plus de 2 000 personnes en présence de l'ancien Président de la République Valéry Giscard-d'Estaing et du Ministre de la Défense Hervé Morin. La dépouille a été transportée le jour même à l'Eglise Saint-Louis des Invalides à Paris où le public a été admis à défilé. Les honneurs militaires lui ont été rendus le 22 juin dans la Cour d'honneur des Invalides par un détachement de parachutistes. Selon ses vœux, ses cendres ont été dispersées par ses anciens camarades sur le site de Dien Bien Phu.



Honneurs militaires à Bigeard le 22 juin aux Invalides.

PARIS MATCH dans son numéro du 24 au 30 juin et le FIGARO MAGAZINE du 26 juin, sous la plume de Pierre Schoendoerfer, ont consacré des pages spéciales à la disparition de cet entraîneur d'hommes que plusieurs membres d'AROM ont connu et à la mémoire duquel ils voudront sans doute témoigner.



Bigeard libéré par les Viêts après Dien Bien Phu.

COLLOQUE ASSEMBLÉE NATIONALE, IFRI, CINQUANTENAIRE 24 JUIN.

La Francophonie en Afrique : quel avenir ?

Ce colloque a été, avant les vacances, la manifestation de prestige du cinquantenaire pour tous ceux qui militent pour une Afrique dont les locuteurs en français seront à l'avenir, comme l'a souligné M Abdou Diouf, plus nombreux qu'en France et en Europe. Mais, alors que les francophones sont en augmentation, la place du Français dans les organisations internationales et même régionales est de plus en plus menacée.

Au-delà de la promotion de la langue française, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) s'est dotée de principes et d'institutions pour promouvoir des normes et des valeurs de caractère universel. Le 10^e anniversaire de l'adoption de la Charte de Bamako était l'occasion de faire le bilan du rôle joué par la francophonie pour promouvoir la démocratie et la paix sur le continent africain.

La francophonie, instituant une relation entre ses membres basée sur l'héritage d'une langue et d'une culture communes, il était intéressant de voir comment celle-ci compose avec le renforcement d'un processus de régionalisation qui se développe à l'échelle mondiale et qui crée de nouveaux intérêts ou de nouvelles solidarités.

Bref, quelle sera la place de la francophonie, longtemps considérée par la France comme un outil d'influence, dans le rôle qu'elle entend jouer sur la scène internationale et dans sa politique africaine au XXI^e siècle ?

Les interventions liminaires qui se complétaient l'une l'autre, de Bernard Accoyer, Thierry de Montbrial, Jacques Toubon et Abdou Diouf ont rappelé comment on est passé du « monde nouveau » des années soixante, au monde virtuel d'aujourd'hui dominé par les nouvelles technologies dont la francophonie s'efforce de dominer les enjeux... qui sont ceux de la mondialisation. L'Afrique est aujourd'hui convoitée pour ses ressources naturelles. Elle devrait relever le défi de la transparence avec une société civile qui s'organise en contre-pouvoir. La langue qui se crée au fil des amalgames est celle de la francophonie de demain, avec un triplement prévu de locuteurs. De même les nouvelles solidarités qui se créent sont celles de l'esprit, des droits de l'homme et du développement durable. Pourquoi l'Afrique ne serait-elle pas demain notre Amérique



Colloque Assemblée nationale.

latine s'est interrogé Abdou Diouf, en mettant l'accent, en matière de droits de l'homme, sur « une alerte précoce suivie d'une réaction rapide » ?

La première table ronde portant sur la question : le français une langue d'avenir pour l'Afrique, a été présidée par Jacques Legendre, Président de la Commission de la culture, de l'éducation et de la communication

et Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, qui a rappelé qu'il avait commencé sa carrière comme coopérant en République centrafricaine. Il est devenu aujourd'hui l'un des plus grands experts de la francophonie. M. Musanji Ngalasso -Mwata, professeur de sociologie et de linguistique africaine à Bordeaux a défendu le français comme une des « grandes langues de l'Afrique » dont le dynamisme, notamment dans l'écriture, devait être encouragé.

Olivier Poivre d'Arvor, qui va quitter son poste et sera remplacé par Xavier Darcos, a déploré la faiblesse de la réponse française au défi de l'enseignement de la langue. Cheikh Modibo Diarra, président de Microsoft Afrique a montré combien la langue devait être considérée en Afrique comme « une ressource humaine », alors que la France donnait toujours l'impression d'en avoir « une vision institutionnelle ».

Quant à Jacques Toubon s'il constate le recul de l'enseignement du Français comme langue maternelle, il pense qu'elle peut progresser comme langue « naturelle », avec le développement de nouvelles technologies et l'émergence de classes moyennes.

Le passage à partir de 2011 de l'analogique au numérique posera de gros problèmes dans un certain nombre de pays face à l'offre de nombreuses autres chaînes gratuites.

Les enjeux institutionnels de la francophonie en Afrique

Cette seconde table ronde présidée par M Axel Poniatowski, Président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, regroupait des représentants faisant partie ou proches de l'Organisation de la francophonie : Moussa-Makan Camara, représentant de l'OIF aux Nations Unies, Michel Guillou, directeur de l'Institut pour l'étude de la francophonie et de la mondialisation de Lyon, François Mwamba, député de RDC et Jacques Soppelsa, président honoraire de Paris 1.

Le débat a montré combien la francophonie pouvait se trouver en difficulté dans les organisations régionales ou sous-régionales dans lesquelles les pays membres doivent s'adapter à des environnements régionaux plurilinguistiques défavorables. L'exemple donné par les représentants français s'exprimant en anglais a évidemment un effet désastreux. Par ailleurs, de plus en plus de migrants issus de pays francophones se tournent vers les Etats-Unis ou le Royaume Uni réputés plus accueillants que la France.

Dix ans après la déclaration de Bamako : où en sont la promotion de la démocratie, la prévention des conflits et le soutien à l'Etat de droit et aux droits de l'homme en Afrique francophone ?

Sous la présidence d'Henriette Martinez, députée et présidente de la section française de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, cette table ronde a réuni Hassann Abdelhamid, coordinateur du réseau de chercheurs de l'Agence universitaire de la francophonie sur la question des droits fondamentaux, Jean du Bois de Gaudusson, professeur à l'Université de Bordeaux et président honoraire de l'Agence universitaire de la francophonie ainsi que Mohamed el Hacemould Lebatt, ancien ministre des affaires étrangères de Mauritanie.

Les interventions ont montré que des progrès significatifs avaient été accomplis, davantage peut-être d'un point de vue institutionnel que pratique. L'option prise à Bamako doit être en tout état de cause poursuivie car elle constitue un frein aux abus, une protection des militants et un encouragement à une expression plus libre de la société civile.

Un désengagement de la France en Afrique francophone ?

Cette dernière table ronde, présidée par Jean-Louis Christ, député et président de la mission d'information parlementaire sur « la politique de la France en Afrique », visait à donner une appréciation plus objective de l'action de la France que celle, partisane, que proposent habituel-

lement les médias. Elle regroupait Alain Antil, responsable du programme Afrique subsaharienne à l'IFRI, Stéphane Gompertz, Directeur d'Afrique, et François-Xavier Deniau, Ambassadeur chargé du suivi de la renégociation des accords de



Drapeau de la francophonie

de défense franco-africains au Quai d'Orsay, Alioune Sall, Directeur exécutif de l'Institut des futurs africains à Pretoria et à Alain de Viry Président du Conseil de surveillance du Groupe CFAO et membre du Conseil des Investisseurs en Afrique (CIAN)

Ces différents intervenants ont montré, sur le thème du discours du Cap du Président Sarkozy, que la France, si elle modifiait son dispositif militaire, ce qui, apparaissait comme une nécessité, ne se désengageait pas, notamment dans le domaine de l'aide publique dont l'Afrique francophone restait de loin la première bénéficiaire. Le fait que les pays africains s'ouvrent à d'autres partenariats, apparaît souhaitable. La France compte évidemment aussi sur sa position linguistique.

Alioune Sall a fait une très brillante intervention en déclinant à sa manière trois thèmes qui lui sont chers, « oser penser, oser communiquer, oser agir ensemble » tout en déplorant les blocages qui pouvaient exister de part et d'autre. Mais, selon lui, la France n'est plus maîtresse du jeu. Les jeunes élites africaines n'ont plus les mêmes rapports avec l'ancienne puissance coloniale que leurs aînés. Ils ont des rapports décomplexés, d'autant que le jeu est ouvert avec l'arrivée des pays émergents. Alioune Sall suggère donc qu'au-delà du constat, une réflexion prospective soit engagée sur les relations franco-africaines qui permettrait, à partir d'une appréciation plus fine, de mieux cerner les enjeux du futur.

Alain de Viry, a indiqué qu'avec une croissance de 5 à 7%, l'Afrique change, qu'il n'y avait pas d'exception africaine, que le degré d'intégration est différent selon les secteurs, que le poids de sa dette est faible, que les entreprises réinvestissent massivement, que les chinois s'adapteront et que si la corruption était un mal inévitable, il fallait ne pas en exagérer l'ampleur.

Alain Antil a insisté sur la diversification des situations et relevé l'image trop souvent négative véhiculée par les ONG et les médias qui ne voient l'Afrique que sous le double prisme de l'immigration et des droits de l'homme. Il a posé le problème de l'expertise française sur l'Afrique, qui, si elle est réelle, n'est sans doute pas valorisée comme elle devrait l'être et ne permet notamment pas de placer des doctorants. ■

Le XIII^e sommet de la francophonie se tiendra à Montreux du 22 au 24 octobre 2010.

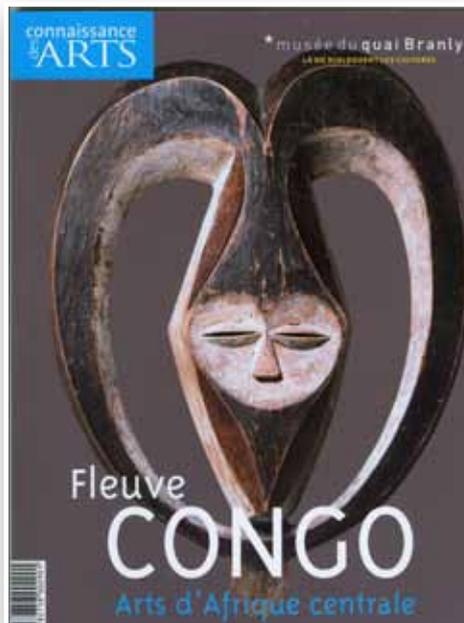
EXPOSITION au Musée du quai Branly du 2 juin au 3 octobre 2010

Fleuve Congo, arts d'Afrique centrale.

Il s'agit, à la galerie est du musée, de l'exposition de l'été destinée au public des touristes qui viennent toujours nombreux admirer, peut-être davantage les jardins que le bâtiment de Nouvel. Le thème est attrayant, celui d'un fleuve, célèbre il y a à peine plus d'un siècle avec ses découvreurs, de Brazza et Stanley, irriguant un immense pays, le Congo, qui appartenait à un roi, Léopold, avant que celui-ci ne le rétrocède à son pays, la Belgique. Indépendant depuis cinquante ans, les deux Congo (Brazzaville et Kinshasa) ont été un lieu de passage ou de refuge entre 2 000 et 1 000 av. JC puis à l'époque romaine, de populations bantoues venant de zones d'Afrique de l'ouest qui se désertifiaient. Le fleuve Congo lui-même et les immenses forêts qu'il traverse avec ses nombreux affluents sont devenus de fertiles régions agricoles.

François Neyt, Bénédictin, aujourd'hui professeur émérite de Louvain, est né dans ces régions et y a vécu vingt ans s'intéressant à leurs populations, à leurs cultures et à leur art. Il a publié plusieurs ouvrages de référence sur les Songhye et les Luba. Dans « Fleuve Congo », il met en évidence les inter-réactions culturelles entre les peuples de cette immense région, qui couvre six pays et que se partagent quelque cinq cents ethnies. Ce parti pris historico-sociologique est appuyé sur quelques thèmes simples : les masques dansés ou portés, au cœur de la vie de tous les jours avec leur rôle dans la vie communautaire ; la puissance des ancêtres déclinée de la naissance à la mort avec les reliquaires qui s'y attachent ; la maternité et le pouvoir nourricier qu'elle confère aux femmes en osmose avec la terre. Statues et masques se retrouvent et se répondent à des milliers de kilomètres pour traduire, le long du Fleuve ou de ses affluents, des pratiques de vie en société ou de culte voisines. Les nuances et les changements sont souvent apportés par la proximité de la côte atlantique ou de l'océan indien.

Les quelque 170 pièces présentées proviennent des réserves du Musée du Quai Branly et souvent pour les plus belles de collections particulières. Le visiteur appréciera notamment les masques anthropomorphes kwele au visage de femmes en forme de cœur, entourés de cornes, les multiples reliquaires kota, les statues ancestrales ou



les masques songhye, kifwebe, ou yaka et les objets du pays luba dont François Neyt est le spécialiste. L'une des plus belles pièces est sans doute une maternité phemba, à moins que l'on ne préfère ce masque facial de danseur kidumu ou cet autre, blanc, punu, du Gabon.

Une chronologie murale rappelle utilement ce qu'a été, après les premières explorations, la découverte de l'art d'Afrique centrale au début du XXème avec les premiers achats de masques ou de statues par des peintres comme Gauguin ou Matisse, lors des premières expositions coloniales ou universelles.

La presse a réservé un excellent accueil à cette exposition puisque Le Monde en a fait sa une du 26 juin. Il est vrai qu'elle est patronnée

entre autres par le cinquantenaire des indépendances, Tv5 monde, l'Express et TOTAL. Il est question qu'elle puisse être présentée par la suite ailleurs. Le numéro de « Connaissance des arts » publié à cette occasion, avec une interview de François Neyt, donne une excellente présentation de sa démarche et de belles photos de l'exposition. Un spécialiste d'art d'Afrique centrale pourra s'étonner de ne voir que très peu mentionné Tervuren ou les grandes collections téké, kota, kongo des Lehuard, Marc Leo Félix et autres. Il se consolera en pensant que nous sommes davantage au Musée du Quai Branly, dans le registre didactique que dans celui du marché de l'art.

Raymond Césaire ■

Académie des sciences d'Outre-mer



www.academiedoutremer.fr

Au cours du trimestre écoulé l'Académie, qui est présidée à titre intérimaire par Paul Blanc, vice-président d'AROM, a élu Roland Pourtier, Marie-Claire Bergère, Philippe Laburthe -Tolra, Olivier Stirn et Michel Guillou comme nouveaux membres, ainsi que Valérie Niquet,

Maurice Portiche et Marie Peng comme membres correspondants.

L'Académie a écouté le **9 avril** un remarquable exposé de l'un de ses membres, Christian Lévêque, sur « le lac Victoria, son histoire et les conséquences (controversées) de l'introduction de la perche du Nil ».

La séance du **9 mai** fit le point des différentes actions de la communauté internationale sur Haïti et celle du **28 mai** a entendu une très intéressante conférence de Gérard Motet, professeur des Universités, grand spécialiste de géographie physique et également membre de l'Académie sur l'«Océan Indien, ressources et dangers» qui a permis de mesurer l'importance de la zone de rencontre des fosses sous-marines du sud-ouest de l'océan indien au niveau des îles éparses (voir article de ce bulletin sur Tromelin).

Les séances de juin ont été consacrées à l'Afrique, le **4 juin** sur les problèmes de l'agriculture, de l'urbanisation et de la santé, le **18 juin** sur le cinquantenaire des indépendances et sur l'installation de M. Jean -Marie Gankou, élu membre associé qui a parlé des « privatisations dans le processus d'ajustement structurel au Cameroun. »

Une séance exceptionnelle a été consacrée le **23 juin** à la présentation, par l'architecte du projet de la restauration du temple de Paphuon à Angkor.

La dernière séance du **25 juin** a été animée par Jean Charbonnel, ancien Ministre de la coopération, et Bernard Dorin qui ont fait revivre la préparation et le déroulement du mémorable voyage du Général de Gaulle au Québec.

PROGRAMME DE RENTÉE DE L'ACADÉMIE

Le programme de rentrée de l'Académie n'est pas encore définitivement arrêté et ses membres et amis sont invités, pour en prendre connaissance, à se reporter dans quelques jours sur son site : www.academiedoutremer.fr

Coordination pour l'Afrique de demain (CADE)



www.afrique-demain.org

La Cade a terminé ses conférences- débats mensuelles qu'elle poursuit en alternance sur « l'entreprise en Afrique » et sur « l'édition et la vie littéraire », par une séance tenue le 16 juin sur, « Littérature et jeunesse. Quelle mémoire ? ».

Le **jeudi 9 septembre** la rentrée se fera à l'ENA, 2 avenue de l'Observatoire, de 17h 45 à 19h 45 autour du livre de Jean Severino et Olivier Ray sur « Le temps de l'Afrique »

En octobre, en principe le 12, (à vérifier) sera organisée une réunion avec ARRI à l'IPSEC 16 /18 place du Général Catroux Paris XVII, métro Malesherbes autour de M. Ousmane SY, ancien Ministre malien qui viendra parler de la décentralisation dont il a été l'un des promoteurs dans son pays.

En octobre sera également organisée, à des dates et un lieu qui restent à préciser, une réunion sur le thème « Améliorer les relations entre grandes entreprises et PME en Afrique »

Le **mercredi 10 novembre** à l'ENA, 2 avenue de l'Observatoire de 17.45 à 19.45, sera traité le problème des « maisons d'édition et de la diffusion en Afrique ».

Une autre rencontre-débat sur l'entreprise se tiendra en décembre.

Association Réalités

et Relations internationales

www.arri.fr



ARRI a publié le n° 114 juin-juillet 2010 de sa lettre « Regards sans frontières » avec son supplément N° 22 « Les Cahiers d'ARRI »

« Regards sans frontières » débute par un éditorial d'Alexandre Poussin qui a fait, le **7 avril**, une conférence avec son épouse Sonia sur leur périple de 14 000 kms à travers l'Afrique, à pied et vivant chez l'habitant. Ils ont tiré de trois ans de découvertes

avec une caméra d'amateur, un film de soixante minutes qu'ils commentent avec émotion et ils sont revenus avec la conviction que « l'Afrique va s'en sortir ».

La lettre contient également le compte rendu d'un déjeuner-débat avec l'Ambassadeur d'Afghanistan le 4 mai, un autre sur les Etats généraux de l'Europe à Strasbourg le 1^{er} avril, le résumé de la conférence de Anne de Tinguy sur « la Russie entre l'ouest et l'est », un article de Jean-Michel Fauve Président d'ARRI sur « Moldava patria mea », un point fait avec l'Ambassadeur à Paris sur la Serbie et enfin une très complète liste de livres à lire ou à relire proposée par Jacques Bourdillon.

Les Cahiers d'ARRI comportent un dossier de réflexions très complet de Philippe Marchat sur « plusieurs crises (économiques et financières) étroitement liées », un article sur « l'Europe et la Défense : enjeux, réalités et perspectives » de Jacques Favin-Lévêque, un autre sur « Chypre » de Jean-Pierre Derisbourg et le dernier sur « les nouvelles émergences, des minorités confessionnelles et ethniques aux Proches et Moyen-orient » de Christian Lochon.

ARRI a prévu de reprendre ses activités par un déjeuner-débat le **mardi 21 septembre** à l'Ecole militaire sur « AL QUAÏDA », avec Kemal Hacène, ancien Ambassadeur d'Algérie.

Le **jeudi 14 octobre** est prévu un déjeuner-débat sur « les opinions publiques de la zone euro et les crises » avec Dominique Reynier

Le **mercredi 1^{er} décembre** à l'IPSEC de 18 h à 20h une conférence de Philippe Hugon sur l'Afrique dans le monde de demain »

Les assises d'ARRI se dérouleront le **samedi 27 novembre** au Château du Val à Saint-Germain en Laye.

IMAGES & MEMOIRES

www.imagesetmemoires.com

I & M L'association créée par Philippe David et qui souhaite pouvoir continuer à s'assurer de son expertise, a fêté ses quinze ans d'existence. Elle a publié une très élégante plaquette pour marquer cet événement, son bulletin n°25 de l'été 2010, ainsi que l'annuaire de ses membres. Elle a tenu son assemblée générale le 19 juin dans son restaurant habituel « Mama Africa » 48 avenue Jean Jaurès 75019 PARIS.

Le bulletin 25 comporte le compte rendu de l'inauguration à Bamako de l'exposition « l'Afrique en noir et blanc » qui sera présentée dans le second semestre à Abidjan.

« Saigon, couleur sépia » est magnifiquement présentée en huit pages par Marie-Odile Boyer, professeur d'histoire et géographie et ancienne présidente de l'Amicale des franco-phones du Vietnam.

Le concours agricole de 1902 à Conakry est présenté en textes et cartes postales par Pierre-André Dür en 5 pages, tandis que Jean-Pierre Paulhac propose en deux pages des images verbales sur Emmanuel Mounier à Saint-Louis du Sénégal. Plusieurs avis de recherche de documents et photos figurent également à la fin de ce numéro.

L'association figure parmi les participants possibles à un certain nombre d'expositions et manifestations culturelles prévues, en France ou dans les pays africains et Madagascar à l'occasion des cinquantièmes.

INSTITUT DU PACIFIQUE

www.institut-du-pacifique.org



L'Institut du Pacifique a présenté une série de remarquables conférences sur la Chine, l'Asie centrale, le Pacifique, le Vietnam et l'Amérique latine.

ENFOM



Association des anciens élèves de l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer

enfom@wanadoo.fr

Lors de sa réunion du **25 mai** le Conseil d'administration a élu Bernard Vinay (promotion 1941) à sa présidence en remplacement de Gilbert Mangin qui, après 28 ans passés à la tête de l'association, n'a pas souhaité, pour des raisons de santé, voir renouveler son mandat.

Le nouveau bureau de l'association est donc composé de Bernard Vinay, Jacques Serre comme vice président, Guy Lombard et Jean Catherine (ce dernier chargé du bulletin) comme secrétaires généraux, Henri Buffière, Trésorier, Jean-Pierre Lacour, Christian Valantin, chargé des contacts avec l'Afrique et Raymond Césaire avec les associations amies.

Le bulletin n° 3 de juin 2010 de 31 pages donne un tableau exhaustif et illustré de la vie de l'association aussi bien à Paris que dans ses sections de province.

*Conseil
d'administration
du 6 mai
et assemblée
générale
du 26 mai 2010*

AROM a tenu son 15^e Conseil d'administration le 6 mai et son assemblée générale le 26 mai.

Il en est rendu compte aux quelque 220 adhérents cotisants sous une note séparée. Le budget de l'association reste équilibré grâce à l'augmentation des cotisations à 40€ décidée l'année dernière, à deux appuis institutionnels, à la stricte limitation des dépenses et au bénévolat néanmoins toujours plus lourd des responsables. L'association recherche un secrétaire général qui pourrait superviser sa gestion et est ouverte à tous les correspondants qui reçoivent le bulletin

et pourraient lui proposer des articles. Elle souhaiterait s'associer à des Institutions ou associations amies pour s'ouvrir à d'autres activités, notamment à l'occasion du cinquantenaire des indépendances.

Le bulletin, principale activité de l'association, est actuellement tiré à 600 exemplaires pour tenir compte de nombreuses associations et personnalités amies. Un annuaire, réservé aux seuls adhérents est publié chaque année. AROM dispose également d'un fonds documentaire transmis sur demande et répertorié avec ses conditions de consultation sur son site internet www.aron-asso.com

VIE DE L'ASSOCIATION

Le Général Gilbert Chavannes, Vice -Président d'AROM, a été fait membre d'honneur de l'association des anciens élèves de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-mer (ENFOM) avec les membres de laquelle il a toujours entretenu des relations aussi suivies qu'appréciées.

Serge Jacquemond, Président fondateur d'AROM, a été élu au bureau de la « Société des amis de l'Académie des sciences d'outre-mer » créée en 1942 dont le statut associatif lui permet de relayer et d'appuyer les travaux de l'Académie. Moyennant une cotisation annuelle de 30 euros, les membres de la Société des amis peuvent participer aux sessions et voyages, recevoir les programmes et circulaires et bénéficier d'une réduction de 20% sur toutes les publications. L'Académie publie notamment la revue « Mondes et Cultures » où sont consignés tous ses travaux. La société des amis de l'Académie organise chaque année un déjeuner de prestige. Elle est présidée par M Robert Parenty, ancien Sénateur et membre libre de l'Académie.

LES DIALOGUES D'AROM

L'association a reçu quelques correspondances de membres exprimant leur satisfaction du nouveau graphisme du bulletin et du passage à la couleur.

Les lettres des lecteurs font souvent état de souvenirs qu'il serait intéressant de pouvoir exploiter. L'association est en contact avec le professeur Simonis, Président de l'association des amis des archives d'outre-mer (AMAROM), membre également d'AROM, qui dirige, à l'Université d'Aix en Provence, un certain nombre de jeunes chercheurs et qui publie « Ultramarines » une revue d'excellente qualité centrée sur un travail d'archives. AROM espère pouvoir faire appel à ces jeunes universitaires et les « brancher » sur nos adhérents plus anciens, dont le handicap reste celui du maniement de l'outil informatique.

Le fait que certains de nos membres, comme André Ortolland, aient été les élèves ou aient passé leurs examens avec des professeurs aussi prestigieux qu'Henri Brunschwig ou Charles-André Julien pourrait les attirer.



arom

amitié – réalité – outre-mer



Faire connaître la réalité de l'Outre-Mer
passée et présente



Renforcer l'amitié entre les jeunes
de la Métropole et de l'Outre-Mer



Association déclarée le 12 mars 2003
(JO du 3 avril 2003)
Président : Raymond Césaire

AROM c/o IPSEC
16/18 place du Général Catroux
75848 Paris cedex 17
Tél. : 01 56 21 18 62
Fax : 01 56 21 18 99
Mél : arom@wanadoo.fr
www.arom-asso.com